

PROPOSITION DE PROJET

 **anaudière**
art actuel

Culture
 **anaudière**

Page des crédits

Culture
Lanaudière

Projet Lanaudière Art Actuel

Comité d'étude :

Andrée Saint-Georges
Michel Arcand
Chadi Ayoub
Mathieu Voghel-Robert

Recherche et rédaction : Andrée Saint-Georges

Correcteurs : Michel Arcand
Chadi Ayoub
Mathieu Voghel-Robert
Thérèse Parisien
Guillaume Payette-Brisson
Sophie Lemercier
Jérémie Lagacé
Noémie Paré
Audrey-Ann Gingras

Mise en page : Noémie Paré

Édition : Culture Lanaudière

Copies : Kiwi, le centre d'impression

Imprimée au Canada

Tous droits réservés. Toute reproduction d'un quelconque extrait de ce document par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite de la rédactrice.

Culture Lanaudière
306 rue Beaudry Nord
Joliette, Québec, J6E 6A6

Septembre 2022

Table des matières

Page des crédits.....	2
AVANT-PROPOS.....	5
Membres du comité	7
INTRODUCTION	9
1.0 La Loi sur le 1% - son implication et ses impacts.....	11
1.1 Qu'est-ce que la Politique d'intégration des arts à l'architecture ?.....	11
1.2 Comment se déroule le processus ?.....	12
1.3 Qui compose le comité ?	13
1.4 L'impact financier de la politique du 1%	14
1.5 L'apport artistique dans l'enjeu du 1%.....	17
1.6 Les propositions de Culture Lanaudière	18
2.0 L'avantage numérique en création, production et diffusion des arts.....	21
2.1 L'art visuel.....	21
2.2 L'art actuel	23
2.3 L'art numérique	24
3.0 Localisation du projet	27
3.1 Le centre-ville de Joliette	27
3.2 Les sites répertoriés	28
3.3 L'analyse comparative des sites répertoriés	28
3.4 La toponymie proposée.....	33
4.0 Le porteur du projet - Culture Lanaudière	37
4.1 Qui compose Culture Lanaudière?	38
4.2 Qu'offre Culture Lanaudière ?	39
4.3 Les partenaires de Culture Lanaudière.....	40
.....	41
4.4 Les ressources de Culture Lanaudière et sa gouvernance	41
5.0 Les volets de faisabilité.....	43
5.1 La faisabilité économique du projet.....	43
5.1.1 La clientèle.....	43
5.1.2 La concurrence dans Lanaudière	44
5.2. La faisabilité technique.....	48

5.3. La faisabilité légale	50
5.4 La faisabilité environnementale	51
5.5 La faisabilité opérationnelle	51
6.0 Les avenues du financement	55
6.1 Définir les coûts	55
6.2 Les espaces physiques	56
6.3 Les pistes identifiées.....	60
6.4 Les partenaires	64
7.0 Le résumé des objectifs	67
8.0 Les recommandations	69
8.1 La reconnaissance au titre de diffuseur reconnu	69
8.2 La localisation du projet	70
8.3 L'autorisation de dépôts de projets et signatures	70
9.0 Bibliographie – ouvrages consultés.....	71

AVANT-PROPOS

Le présent document a pour but de décrire toute la démarche réalisée à ce jour afin de tendre vers la réalisation du projet architectural pour la création, la diffusion et la reconnaissance de l'art actuel. Dégager des solutions pour soutenir les promoteurs publics et privés dans les démarches d'intégration d'œuvres d'art, permettre aux artistes d'accéder à un lieu de diffusion professionnel reconnu, voici les préoccupations qui ont animé la mise en place de ce projet.

Culture Lanaudière a pris conscience des problématiques et de manière plus précise, la décision d'aller de l'avant reposait principalement sur un triple constat. Mathématiquement on pourrait dire que c'était une question d'offre et de demande. Je m'explique.

Ce n'est pas un secret, le milieu des arts visuels dans Lanaudière est le parent le plus pauvre de l'univers culturel lanaudois. Les administrateurs en ont pris conscience après maintes évaluations sur le terrain et au fil des études récentes.

En effet, l'accès à la professionnalisation des artistes en arts visuels est plus que rare, elle est pratiquement absente dans Lanaudière. Outre le Musée d'art de Joliette, institution régionale que Culture Lanaudière respecte au plus haut point, aucun diffuseur reconnu ne peut offrir aux artistes lanaudois l'option de présenter leurs œuvres via une démarche professionnelle. Or, la mission du Musée d'art de Joliette ne porte pas sur la réalisation d'exposition d'artistes émergents; mais sur celle d'artistes déjà reconnus.

À moins de sortir de la région, les artistes lanaudois n'ont pas de possibilités en ce sens.

Par ailleurs, le constat d'une sous-évaluation de l'application de la politique du 1% - Politique d'intégration d'œuvres d'art en architecture et en environnement – du gouvernement provincial apparaît plutôt très variable. L'interprétation que les promoteurs en font laisse croire que les artistes pourraient être davantage sollicités, mais pour ce faire, ils doivent s'inscrire dans une banque réservée à cet effet, laquelle exige une professionnalisation qui passe nécessairement par de la diffusion via un processus rigoureux. Les éléments de reconnaissance d'artistes professionnels sont inscrits dans la Loi sur le statut de l'artiste.

Or, très peu d'artistes lanaudois sont éligibles au fichier des artistes du 1%, étant donné le manque de possibilités dont ceux-ci disposent d'exposer dans un lieu de diffusion reconnu par le ministère de la Culture. Cela a amené Culture Lanaudière à constater la sous-évaluation lanaudoise au répertoire de la banque d'artistes éligibles pour la politique du 1%. Cette situation contribue à l'appauvrissement des artistes, mais a aussi une répercussion importante : un sous-investissement dans l'économie régionale.

Non seulement l'impact de la sous-représentation des artistes dans le fichier du 1% a un impact sur l'économie de Lanaudière, mais cela touche également les entreprises, industries et fournisseurs de matériaux, lesquels sont indirectement mis à contribution pour la politique du 1%.

Finalement, l'absence d'un lieu de rassemblement pour les artistes ainsi que d'ateliers de travail représente une troisième constatation. Les artistes lanaudois, en arts visuels, ont exprimé ce souhait depuis maintes années. Les administrateurs l'ont pris en considération ce qui est venu motiver un peu plus la décision d'entreprendre le projet « Lanaudière, Art Actuel ».

Ce projet est à l'étape préliminaire. Néanmoins, le contexte de la relance post-pandémie offre des options facilitantes pour Culture Lanaudière. En effet, quelle est la meilleure façon pour soutenir le développement des arts visuels professionnels que de leur offrir l'occasion d'y arriver, à proximité.

Pour ce faire, l'inclusion de l'art numérique devint un ajout important. Le regard sur l'avenir culturel passe nécessairement par le canal numérique, la multidisciplinarité et l'offre attrayante envers les diverses clientèles. Les exemples sont multiples et, faut-il le mentionner, le numérique est encore dans sa phase de développement. Rester à la page de cet univers est une priorité pour le développement de nos artistes. Des partenariats extraordinaires peuvent se développer entre les institutions culturelles, éducatives, communautaires, municipales, etc.

Ce sont ces arguments qui ont animé les administrateurs de Culture Lanaudière. Notre mission le permet, les besoins de notre clientèle artistique sont criants et l'engagement de notre organisation envers la communauté culturelle nous presse d'y répondre le plus adéquatement possible.

Voilà pourquoi Culture Lanaudière propose le projet « Lanaudière, Art Actuel ». Voilà pourquoi les administrateurs consentent à fournir les efforts qui rayonneront sur le plan culturel, certes, mais aussi sur le plan économique et social. Nous évaluons actuellement les options les plus pertinentes afin d'offrir à Lanaudière l'un des plus précieux de ses actifs : les œuvres d'art.

Le président de Culture Lanaudière

A blue ink signature, appearing to read 'JP Corneault', written in a cursive style.

Jean-Pierre Corneault



Membres du comité

Andrée Saint-Georges

Directrice générale
Secrétaire corporative



Chadi Ayoub

Artiste professionnel
Administrateur



Michel Arcand

Architecte
Trésorier



Mathieu Voghel-Robert

Travailleur culturel
Vice-président



INTRODUCTION



Lanaudière, Art Actuel est un projet innovateur et structurant pour les artistes lanaudois en arts visuels et métiers d'art. **Il importe de préciser, à moins d'indication précise provoquée par les références, que dans la notion d'art actuel nous incluons arts visuels et métiers d'art.**

Reconnaissant les difficultés techniques que ces derniers peuvent rencontrer et les barrières auxquelles ils font face dans leur cheminement professionnel, le conseil d'administration de Culture Lanaudière a entrepris une longue réflexion afin de les soutenir adéquatement et leur permettre un avancement significatif de leur carrière.

Cela se traduit par deux éléments de problématique distincts, mais ô combien associés. En effet, tout le contexte de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement relié à son application dans notre milieu a été l'une des sources imparables. S'ajoutait la problématique pour les artistes professionnels, ou en voie de le devenir, qui se butaient à des difficultés qui touchaient soit la diffusion de leurs créations ou encore l'accès à des techniques pouvant faciliter leur production. Le tout englobé dans un courant numérique très présent et surtout qui persistera.

Cela a créé un projet qui tente de répondre à ces deux volets. D'une part, Culture Lanaudière souhaite se doter d'une reconnaissance qui fera en sorte de mettre en place des expositions où les artistes choisis pourront les inscrire dans leur CV et d'autre part, Culture Lanaudière entend offrir un lieu de développement incluant l'accès au numérique joint à une salle d'exposition au caractère professionnel.

Le document qui suit présentera, tout d'abord, les deux constats précités. Suivront une localisation géographique réfléchie sur la base de l'accès physique et les composantes du projet en termes d'espaces nécessaires ainsi que plusieurs aspects de préféabilité menant à l'identification des avenues de financement possibles.

Ce document est préliminaire. Ce projet permet de franchir certaines étapes qui évolueront au fur et à mesure de la réalisation des dossiers en amont ainsi que du financement requis.

Il importe de considérer ce document comme confidentiel puisqu'il diffuse des informations notamment en matière de financement qui sont stratégiques et uniques au projet.

1.0 La Loi sur le 1% - son implication et ses impacts

1.1 Qu'est-ce que la Politique d'intégration des arts à l'architecture ?

Appelée à ses débuts, en 1961, la Politique d'embellissement des édifices publics, cette politique a été révisée la dernière fois en 1996, quand des modalités d'application ont été rédigées sous forme de règlement.

En fonction du budget alloué, deux modes d'intervention sont possibles : l'**acquisition** ou l'**intégration** d'une œuvre d'art dans un lieu public. Selon le guide d'application de la Politique d'intégration à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics, ci-après appelé le guide, trois objectifs sont visés :

- a) Appuyer la création ou favoriser l'achat d'œuvres d'art en vue de leur intégration permanente à l'architecture ou à l'environnement, en tenant compte de la vocation de ces lieux ouverts au public ;
- b) Accroître la diffusion des œuvres des artistes professionnels du Québec et ainsi participer à l'enrichissement du cadre de vie des citoyens par la présence de l'art dans des lieux qui ne sont pas couramment réservés à cette fin ;
- c) Permettre à la population de toutes les régions du Québec de mieux connaître les artistes professionnels contemporains et de se familiariser avec l'art actuel sous ses diverses formes d'expression dans les domaines des arts visuels et des métiers d'art.

La politique s'adresse aux promoteurs publics et privés (volontaires) subventionnés par l'État lorsque le coût du projet de construction ou d'aménagement dépasse 150 000 \$.

La liste des ministères assujettis à la politique est :

- a) Ministère de la Culture et des Communications ;
- b) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ;
- c) Corporation d'hébergement du Québec ;
- d) Ministère de la Santé et des Services sociaux ;
- e) Société québécoise des infrastructures ;
- f) Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation des territoires ;
- g) Ministère des Transports, de la mobilité durable et de l'Électrification des Transports.

Note : Certains ministères ont changé de nom depuis ce moment.

Outre les ministères identifiés, les organisations, bâtiments et sites publics sont aussi assujettis. En voici une liste :

- a) Salles de spectacles, théâtres, centres des congrès, etc. ;
- b) Musées, centres d'exposition, lieux d'interprétation, bibliothèques publiques, centres de services aux bibliothèques publiques, etc. ;
- c) Écoles primaires, écoles secondaires, cégeps, universités, conservatoires, centres de formation professionnelle, etc. ;
- d) Centres de santé et de services sociaux, centres hospitaliers, centres d'hébergement et de soins de longue durée, centres jeunesse, centres de recherche, etc. ;
- e) Sièges sociaux d'un organisme public, postes de la Sûreté du Québec, palais de justice, centres de détention, etc. ;
- f) Centres sportifs, gares maritimes et haltes routières.
- g) Et il y a les projets à participation volontaire comme par exemple :
 - a. Œuvres offertes en cadeau par le gouvernement du Québec pour souligner un événement de marque ;
 - b. Intégration dans un bâtiment dédié à la santé et géré par un organisme privé ;
 - c. Intégration ou acquisition d'une œuvre pour un siège social d'une grande entreprise ;
 - d. Aménagement et insertion d'une œuvre d'art dans un parc linéaire, régional ou de proximité.

Les projets artistiques d'intégration ou d'acquisition d'œuvres d'art seront choisis parmi les artistes résidant dans l'une des trois régions : Laval, Laurentides et Lanaudière.

1.2 Comment se déroule le processus ?

Le processus complet se déroule sur une période de quatre (4) à six (6) mois, en trois (3) rencontres du comité.

La première rencontre du comité est de prendre en compte le devis du programme d'intégration, préciser les paramètres en vue d'adopter le programme d'intégration rattaché au projet. L'avis du comité portera sur :

- La pertinence, la qualité et l'acceptabilité de la ou des propositions soumises par l'architecte ;
- La pertinence d'une présélection des artistes ou d'un appel public de candidature ;
- Le groupe et la discipline dans lesquels les artistes doivent être sélectionnés ;
- La répartition du budget réservé à l'intégration des arts : sommes affectées aux maquettes et à la réalisation de l'œuvre ;
- L'échelle des maquettes ;

- Le calendrier des réunions subséquentes.

Le programme ne doit pas remettre en question le concept du bâtiment ou du site, ni les éléments de répartition des espaces.

La seconde étape est consacrée au choix du ou des artistes, le nombre variant en fonction de la somme affectée à l'œuvre d'art. **C'est le Fichier des artistes du ministère de la Culture qui est consulté.**

La troisième étape est le choix de la proposition d'œuvre d'art. Il y a six (6) critères d'évaluation :

- a) La qualité artistique de l'œuvre ;
- b) La conformité de l'œuvre au programme d'intégration adopté par le comité ;
- c) L'originalité de l'œuvre en lien avec la pratique personnelle de l'artiste et avec l'art dans les lieux publics ;
- d) Le réalisme du devis technique et des prévisions budgétaires ;
- e) Le calendrier et la concordance de celui-ci avec le calendrier des travaux de construction ou d'agrandissement ;
- f) Le devis d'entretien de l'œuvre.

Le propriétaire reçoit l'avis du comité et entérine son choix. En collaboration avec l'architecte du projet et l'entrepreneur, il fait les suivis appropriés auprès de l'artiste sélectionné en ce qui a trait à la réalisation de l'œuvre et à son intégration permanente dans le lieu public désigné.

Finalement, l'artiste est responsable de la réalisation et l'installation de l'œuvre. Il doit fournir à l'architecte des rapports d'étape depuis la réalisation jusqu'à son installation.

Le Ministère coordonne la production de la plaque d'identification de l'œuvre. Le propriétaire peut organiser, en collaboration avec l'artiste, des activités de médiation. Le Ministère publiera un communiqué du dévoilement de l'œuvre.

Le propriétaire doit veiller à l'entretien et à la conservation de l'œuvre conformément au devis d'entretien fourni par l'artiste.

1.3 Qui compose le comité ?

Un comité est créé pour chaque projet de construction ou d'agrandissement. Il est composé des quatre à six membres votants suivants :

- Un représentant du propriétaire ;
- L'architecte du projet ;
- Un spécialiste des arts visuels ou des métiers d'art ;
- Un représentant du ministère de la Culture et des Communications ;

- Un deuxième spécialiste et un représentant des usagers (pour les projets de construction de plus de deux millions de dollars).

Un expert régional participe également au comité lors de la sélection des artistes. Le représentant du ministère de la Culture et des Communications lui cède alors son droit de vote.

C'est grâce au décret 955-96 du 7 août 1996, qu'un représentant du propriétaire peut siéger au comité.

Or, il a été constaté que parfois un donneur d'ouvrage n'applique pas à la politique du 1%, faute d'avoir un représentant disponible ou encore par une mauvaise compréhension de la politique. Voilà pourquoi Culture Lanaudière désire « éduquer » les donneurs d'ouvrage et proposer d'agir comme référence régionale afin de représenter le propriétaire, lorsque celui-ci le désire, et cela dans le seul but de maximiser la création d'œuvres d'art.

1.4 L'impact financier de la politique du 1%

Selon le même décret et le coût des projets, les pourcentages sont déterminés.

Tableau 1 : Répartition des pourcentages selon les montants d'investissement

Coût du projet	Pourcentage affecté
150 000 \$ à 400 000 \$	1,75%
400 000 \$ à 2 M\$	1,50%
2 M\$ à 5 M\$	30 000 \$ pour les 2 premiers millions et 1,5 % pour l'excédent
5 M\$ et plus	67 500 \$ pour les 5 premiers millions et 0,5 % pour l'excédent

S'il est difficile d'évaluer la proportion des projets qui appliquent la politique du 1% dans Lanaudière, certaines perceptions sont véhiculées sans être officiellement confirmées à l'effet que de nombreux projets n'appliqueraient pas la politique du 1%.

Néanmoins, il semble qu'un manque d'informations subsiste chez les donneurs d'ordre.

Parallèlement, si l'on pouvait connaître les montants publics investis en région pour y mesurer les sommes réservées à la politique du 1%, nous serions probablement en mesure de constater un ratio assez bas.

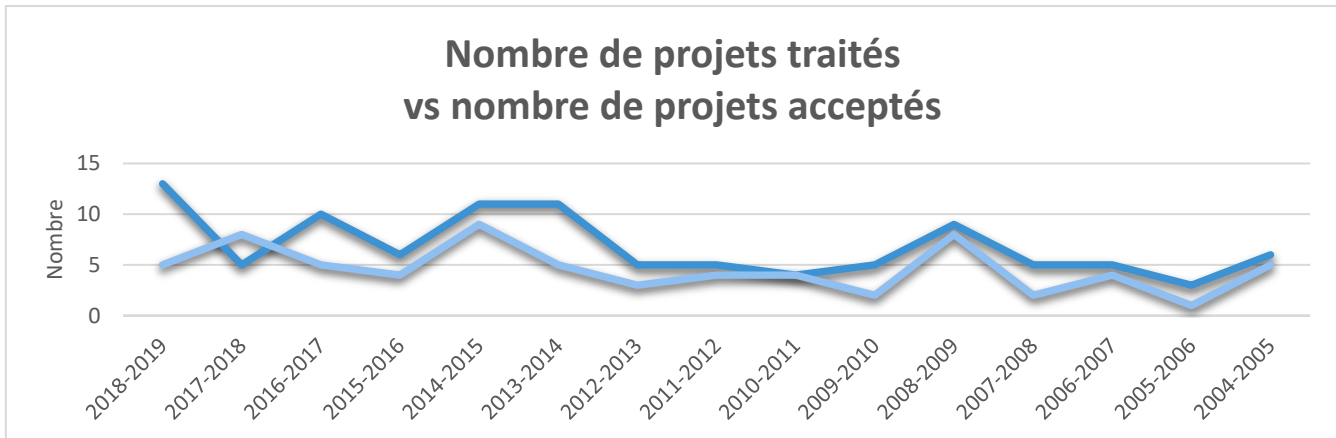
Par ailleurs, le ministère de la Culture et des Communications a publié, depuis 2004, un bilan trisannuel du nombre et du montant des projets acceptés. Dans Lanaudière, cela représente 69 projets pour un total de 4 030 689 M\$.

Tableau 2 : Répartition du nombre de projets et des montants accordés selon l'année

Année	Nombre de projets traités	Montant accordé	Projets acceptés	Budget
2018-2019	13	543 662,00 \$	5	311 600,00 \$
2017-2018	5	556 307,00 \$	8	678 878,00 \$
2016-2017	10	618 989,00 \$	5	384 037,00 \$
2015-2016	6	330 819,00 \$	4	351 468,00 \$
2014-2015	11	366 630,00 \$	9	468 045,00 \$
2013-2014	11	546 105,00 \$	5	359 381,00 \$
2012-2013	5	281 882,00 \$	3	325 836,00 \$
2011-2012	5	265 020,00 \$	4	172 499,00 \$
2010-2011	4	30 521,00 \$	4	203 305,00 \$
2009-2010	5	177 156,00 \$	2	101 329,00 \$
2008-2009	9	216 101,00 \$	8	255 874,00 \$
2007-2008	5	174 871,00 \$	2	79 812,00 \$
2006-2007	5	118 398,00 \$	4	172 057,00 \$
2005-2006	3	95 330,00 \$	1	70 800,00 \$
2004-2005	6	76 300,00 \$	5	95 777,00 \$
TOTAL	103	4 398 091,00 \$	69	4 030 698,00 \$

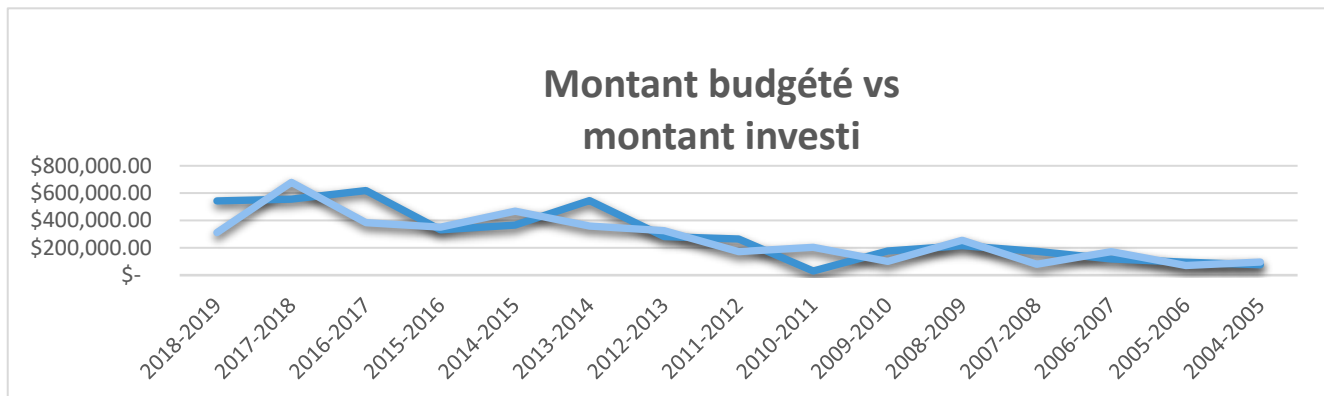
Sur le plan graphique, on peut voir que le nombre de projets acceptés est majoritairement inférieur au nombre de projets traités. Ce que nous ne connaissons pas, c'est le nombre de projets potentiels qui auraient pu être traités et acceptés. Selon le graphique qui suit, seule l'année 2017-2018 démontre qu'il y a eu plus de projets acceptés que de projets traités.

Graphique 1 : Nombre de projets traités vs nombre de projets acceptés



En regard des montants investis, les courbes sont moins distinctes. Les montants tentent de se rapprocher, malgré des différences en termes de nombre de projets accordés.

Graphique 2 : Montant accordé vs montant budgété



Ces données ne révèlent toutefois pas le potentiel que l'imposition de la loi sur le 1%, telle qu'on la nomme, pourrait amener à nos artistes. Bien que l'appel aux artistes n'assure pas une place des artistes lanaudois dans un projet dans Lanaudière, notons que ceux-ci peuvent concourir dans trois régions, (selon le montant investi) ou sur le Québec entier.

1.5 L'apport artistique dans l'enjeu du 1%

Selon les informations recueillies, la banque d'artistes Lanaudois inscrits est relativement faible. Selon une réponse transmise par courriel le 6 mai 2022, en provenance de madame Marie Cousin, conseillère au bureau régional du ministère de la Culture et des Communications : « ***Le Fichier des artistes est confidentiel, nous ne pouvons diffuser le nom des artistes qui ont un dossier, mais nous pouvons donner le nombre : Il y a 13 dossiers (2d et 3d) au fichier et 11 artistes en tout qui sont inscrits. »*** »

Si à l'échelle du Québec nous ne comptons que 11 artistes inscrits, il va sans dire qu'un nombre beaucoup plus grand serait possible, dans la mesure où ces derniers peuvent rencontrer les conditions d'inscription à ladite banque. Selon le guide d'application de la Politique, l'artiste doit remplir les conditions suivantes :

- a) Avoir la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent ;
- b) Avoir sa résidence principale au Québec depuis au moins 12 mois ;
- c) Avoir le statut de l'artiste professionnel défini à l'article 7 de la Loi sur le statut de l'artiste, qui lui-même pose des conditions de reconnaissance, soit :
 - 1. Il se déclare artiste professionnel ;
 - 2. Il crée des œuvres pour son propre compte ;
 - 3. Ses œuvres sont exposées, produites, représentées en public ou mises en marché par un diffuseur reconnu ;
 - 4. Il a reçu de ses pairs, des témoignages de reconnaissance, comme professionnel par une mention d'honneur, une récompense, un prix, une bourse, une nomination à un jury, la sélection à un salon ou tout autre moyen de même nature.
- d) De manière spécifique :
 - 1. Posséder une compétence reconnue dans sa discipline. Son travail doit avoir été diffusé dans un contexte professionnel au cours des huit dernières années.
 - 2. Présenter un certain nombre d'activités professionnelles et une variété de lieux où les œuvres ont été présentées témoignant du rayonnement de l'artiste et de ses œuvres d'art sur le plan régional, et s'il y a lieu, national et international.
 - 3. Démontrer la capacité de réaliser des œuvres de grande envergure et pérennes ou démontrer l'ouverture de sa pratique aux exigences de l'art public ;
 - 4. Se soucier de la qualité du dossier visuel présenté permettant d'établir l'adéquation de son dossier à l'égard du groupe ou de la discipline artistique dans lesquels il s'inscrit : représentativité du travail, variété des œuvres, résolution, l'éclairage, le format, etc.

Si la majorité de ces conditions peuvent être remplies, il reste un obstacle majeur dans Lanaudière puisqu'il n'y a qu'un seul diffuseur reconnu par le département d'intégration d'œuvres d'art du Ministère de la Culture est des Communications.

En effet, seul le Musée d'art de Joliette y est inscrit. Néanmoins, sa mission et sa vision ne permettent pas de recevoir des artistes régionaux, et cela est fortement compris de tous.

C'est pourquoi, **Culture Lanaudière propose de soutenir les artistes** qui veulent se rendre à leur inscription à la Banque des artistes reconnus dans le cadre des projets relevant de la Loi du 1%, malgré le fait que cela prenne quelques années pour réussir. Culture Lanaudière offre déjà **l'accompagnement des artistes**. S'ajoutera la capacité de **devenir un diffuseur reconnu** par le département de l'intégration d'œuvres d'art du ministère de la Culture et des Communications.

Selon le Gouvernement du Québec, un organisme de diffusion qui veut déposer une demande de reconnaissance doit fournir les documents suivants :

- a) Sa mission ou son mandat ;
- b) Sa vision artistique ;
- c) La liste de ses subventionnaires pour son fonctionnement ;
- d) Ses activités de diffusion au cours des trois dernières années ;
- e) Ses activités de diffusion pour la prochaine année ;
- f) Les conditions professionnelles offertes aux artistes.

1.6 Les propositions de Culture Lanaudière

La conclusion de cette section est relativement simple : Culture Lanaudière prend acte que les artistes en arts visuels **sont les parents pauvres** des disciplines artistiques rayonnant dans Lanaudière.

Tout d'abord, pour en faciliter la lecture, **nous appellerons arts actuels, les disciplines arts visuels et métiers d'art**. Nous concevons que cela peut être simpliste, mais cela permettra au lecteur de comprendre les intentions de Culture Lanaudière.

Il y a un chaînon manquant dans la dynamique d'art actuel dans Lanaudière. De la création à la production menant à la diffusion, la chaîne se fragilise, puisque la diffusion ne peut se faire que via un diffuseur reconnu ou encore jouissant d'une notoriété telle que lors de la reconnaissance des pairs, le diffuseur est considéré professionnel. Nous rappelons que dans Lanaudière, il n'y a qu'un diffuseur reconnu : le Musée d'art de Joliette, lequel est non disponible aux fins de ce projet.

En matière de création et de production, certes les artistes peuvent créer seuls dans leur atelier ou encore se lier avec un autre artiste le temps d'une performance ou d'une exposition.

L'un des outils qui permettent aux artistes d'aller plus loin dans un travail collectif sont les centres d'artistes autogérés. Rappelons que dans Lanaudière, il n'y en a qu'un, très récent, le Centre d'artistes Rond-Point.

En effet, dans Lanaudière, jusqu'à la fin des années 1990, il y avait un centre d'artistes appelé Les Ateliers Convertibles. Toutefois, il ne semble plus être en activité depuis 1996, car on n'y retrouve aucune trace ni sur le Web ni dans les promotions d'expositions.

Culture Lanaudière entend donc de formuler une proposition globale aux artistes en arts actuels :

Sur le volet de reconnaissance professionnelle des artistes, Culture Lanaudière entend devenir un **diffuseur reconnu** par le département de l'intégration des arts du ministère de la Culture et des Communications.

Cette reconnaissance permettra à Culture Lanaudière d'acquérir une **notoriété publique** au titre de diffuseur professionnel, permettant ainsi aux artistes en arts actuels de Lanaudière d'être en mesure de se produire selon des règles exigées par les organismes tels CALQ, SODEC, CAC, etc.

Ajouter une **salle d'exposition à haute teneur numérique**, qui permettra aux artistes d'exposer dans un lieu professionnel, certes, mais surtout, un lieu de diffusion artistique tourné vers l'avenir consolidant les performances des artistes par des acquis numériques, intemporels et surtout créatifs pouvant s'adapter tant aux projets artistiques qu'aux projets d'intégration d'œuvres d'art à l'architecture et à l'environnement.

Finalement, même si la durée du processus pour avoir accès à la banque d'artiste de la Politique du 1% est longue, en débutant les divers projets que Culture Lanaudière entreprendra incessamment, les actions seront réalisées de manière à atteindre la réussite. Comme on dit, « faire d'une pierre deux coups » : en favorisant, en région, la **professionnalisation de nos artistes en art actuel et sa relève**, Culture Lanaudière **créera un pont pour que les projets d'intégration des œuvres d'art en architecture se multiplient**, quel que soit leur taille, mais surtout, favorisera le rayonnement de la culture.

2.0 L'avantage numérique en création, production et diffusion des arts

2.1 L'art visuel

Tout d'abord, de quoi parle-t-on lorsque l'on fait appel aux arts visuels? Selon Compétence Culture¹ :

« Le secteur des arts visuels touche des pratiques telles que la peinture, la sculpture, le dessin, l'illustration, le graphisme, la photographie, la gravure, les médias mixtes et l'installation ».

Toujours selon Compétence Culture :

« L'univers des arts visuels comprend des personnes et des établissements dont les activités principales sont liées à la création, à la production, à la diffusion, à la distribution ou à la vente d'œuvres d'art. Les artistes, les designers graphiques et les techniciens en graphisme indépendants ainsi que les personnes qui gèrent la carrière des artistes en arts visuels font également partie de ce secteur ».

Dans certaines définitions, s'ajoutent le graffiti ainsi que la vidéo. Cela démontre bien l'étendue des arts visuels puisqu'ils se définissent globalement par une œuvre perçue par l'œil. Sur la page Wikipédia définissant les arts visuels, ils recensent 31 catégories de techniques qui en feraient partie, auxquelles on devra inclure l'art numérique.

Préalablement, nous avons mentionné que les arts visuels étaient et demeuraient, encore aujourd'hui, le parent pauvre de l'univers artistique et culturel. Ce constat a été confirmé par le dépôt d'une étude réalisée en 2022 par le Regroupement des Artistes en Arts Visuels (RAAV). Les faits saillants de cette étude sont :

- Les artistes ont des **revenus généralement très faibles** et près d'un tiers d'entre eux vivent sous le seuil de la pauvreté. Malgré qu'il s'agisse de la principale activité professionnelle de la majorité d'entre eux, leur pratique artistique ne représente qu'une faible proportion de leur revenu brut total.
- Le rapport de force inégal entre diffuseurs et artistes, jumelé à leur situation financière précaire et à leur difficulté d'accès au soutien public, place les artistes dans un **état de vulnérabilité accru**.

¹ Compétence Culture, l'un des 29 comités sectoriels de main-d'œuvre, voit à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies assurant le développement et la reconnaissance des compétences des artistes, des travailleuses et des travailleurs culturels tout au long de leur carrière. Par ses actions, Compétence Culture répond aux besoins particuliers des organisations et de la main-d'œuvre du secteur culturel et contribue à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion d'information.

- La **précarité financière des artistes s’est aggravée** depuis la dernière étude réalisée à ce sujet, il y a plus de dix ans. Notamment, la part de leur revenu provenant de la pratique artistique a diminué, de même que leurs revenus réels, moyen et médian.
- **La pandémie a exacerbé la situation financière** déjà précaire des artistes, peu d’entre eux ayant bénéficié de programmes d’aide financière publique.
- La précarité financière des artistes tend à se perpétuer. Au sortir de la pandémie, ces constats démontrent **le besoin impérieux d’arrangements institutionnels tels que la révision du statut de l’artiste**.
- En conclusion, **il faut mettre en œuvre des stratégies pérennes** afin d’améliorer la situation socioéconomique des artistes en arts visuels au Québec.

Considérant que le portrait dans Lanaudière est similaire aux tendances québécoises, les efforts de professionnalisation des artistes en arts visuels se justifient davantage. Lier cette professionnalisation à l’application de la Loi du 1% apparaît donc un moyen efficace de soutenir les artistes. En plus de favoriser la création artistique, cela permettra à des artistes de vivre moins précairement.

Dans Lanaudière, seulement une dizaine d’artistes sont inscrits à la banque de la Politique du 1%, soit un peu moins de 3% du recensement que nous avons pu faire. Or, ces artistes représentent seulement 50% du ratio de la population de Lanaudière par rapport à celle du Québec, ce qui confirme la sous-représentation des artistes lanaudois. Par ailleurs, nous savons pertinemment que ce recensement est une très faible représentation du nombre des artistes en arts visuels dans Lanaudière. Quant au nombre d’organismes à consonance arts visuels, on en dénombre sept (7) et neuf (9) événements.

**Tableau 3 : Recensement partiel des artistes
Organismes et événements en arts visuels**

MRC	Artistes	Organismes	Lieux	Événements
de D’Autray	25	1	1	
Joliette	91		4	3
L’Assomption	49	1	2	1
Matawinie	59	2	1	2
Montcalm	20	1		1
Moulins	36	2		2
Total	280	7	8	9

Par ailleurs, la modernisation de la Loi sur le statut de l’artiste, sanctionnée le 3 juin 2022, donne une définition plus précise :

Ancien article 1:

La présente loi s'applique aux artistes et aux producteurs qui retiennent leurs services professionnels dans les domaines de production artistique suivants: la scène y compris le théâtre, le théâtre lyrique, la musique, la danse **et les variétés, le multimédia, le film, le disque et les autres modes d'enregistrement du son, le doublage et l'enregistrement d'annonces publicitaires.**

Nouvel article le remplaçant :

La présente loi s'applique aux artistes et aux producteurs qui retiennent leurs services professionnels dans les domaines de production artistique suivants: la scène y compris le théâtre, le théâtre lyrique, la musique, la danse, **le cirque et les variétés, le multimédia, l'expérience numérique**

Le grand virage entrepris, tant par le Gouvernement du Québec via le ministère de la Culture et des Communications que par le RAAV rejaillit sur la vie de nos artistes lanaudois.

Conséquemment, les intentions de Culture Lanaudière concernant la professionnalisation des artistes en arts visuels sont largement justifiées.

2.2 L'art actuel

Plus difficile à définir, l'art actuel est, par définition, contemporain puisqu'actuel! Selon Michel Lagacé, dans un article publié en 2011² : « *Même si c'est devenu un lieu commun dans le milieu des arts visuels contemporains, l'art actuel soulève encore bien des interrogations chez plusieurs personnes qui sont moins familières avec la fréquentation de ces œuvres, ou qui sont toujours aussi déstabilisées devant ces productions artistiques* ».

Somme toute, l'art actuel est l'ensemble de pratiques artistiques issues principalement des arts visuels et qui peuvent combiner des démarches artistiques incluant la vidéo et la performance.

L'art actuel mobilise différentes disciplines, techniques et discours sur l'art. Il s'inscrit dans une démarche plus conceptuelle où les artistes repoussent les cadres normatifs de la création et ceux de la société. Ainsi, l'expression même d'art actuel est équivoque.

Elle ne repose pas uniquement sur l'idée d'une contemporanéité d'une pratique artistique ou d'une œuvre, mais plutôt sur une démarche artistique et un processus de création.

Cela fait en sorte qu'une œuvre créée aujourd'hui n'est pas forcément toujours de l'art actuel.

Il s'agit de situer les pratiques artistiques dans un discours critique sur l'art et de saisir les nuances de ce discours selon l'influence qu'exerce le contexte culturel, social et politique sur ces pratiques. Il est souvent pratiqué sous forme d'installation, d'œuvre in situ, d'intervention et de performance.

² Michel Lagacé est journaliste au journal Mouton noir

Si l'art actuel demeure fidèle à la création des artistes qui, par leurs œuvres laissent une empreinte, un message ou encore une illustration du moment, il emprunte plusieurs avenues de production par l'utilisation de médiums variés et se déploie par des installations dans des lieux typiques et atypiques.

L'art actuel veut surprendre le visiteur. On verra des œuvres inimaginables dans des lieux hautement fréquentés en vue de démocratiser l'art. On les verra sous des formes ludiques, immersives empruntant son et lumière pour se rapprocher des plus jeunes générations hautement friandes d'expériences culturelles. Mais on sentira toujours l'âme de l'artiste, ce qui avive sa démarche artistique, ce qui le fait vibrer c'est-à-dire sa raison d'être dans ses créations.

2.3 L'art numérique

Au Québec, comme partout dans le monde, l'univers numérique a pris un élan exponentiel, et ce, dans tous les domaines de la vie dite moderne. Les arts et la culture ne font pas exception.

L'art numérique désigne un ensemble varié de catégories de création utilisant les spécificités des langages de programmation et des dispositifs numériques, ordinateurs, interface ou réseau. Et il y a des sous-catégories telles que :

- La réalité virtuelle ;
- La réalité augmentée ;
- L'art génératif ;
- L'art interactif ;
- L'intelligence artificielle.

Elles viennent compléter les désignations techniques du Net-Art, de l'imagerie numérique ou de l'art robotique.

Comme on peut le constater, cet univers est grand. Néanmoins, un seul objectif en découle : faire interagir l'humain au cœur d'une expérience artistique. C'est l'expérience immersive qui redonne un souffle nouveau aux expositions tenues dans les lieux réservés à cette fin.

Comme le dit Stéphane Baillargeon, journaliste culturel au journal Le Devoir, dans un article du Devoir le 15 mai 2021 :

« L'immersif nous submerge. Les expositions immersives ont la cote un peu partout et la fin des confinements ne devrait que stimuler un mouvement mondial amorcé vers la fin de la dernière décennie ».

Le journaliste indique qu'il faut éviter de créer un amalgame dans l'univers du virtuel en distinguant les projections de Moment Factory, les spectacles son et lumière et les projections surdimensionnées des œuvres, comme celles de Van Gogh tenue en 2020.

Il y a cependant un fil d'Ariane qui demeure et un qualificatif qui connecte l'ensemble des carrefours numériques, c'est la théâtralité de l'exposition et cette théâtralité est bien réelle pour les arts visuels.

L'avenir de l'art numérique saura sûrement évoluer avec les années. Sa base programmée, informatisée et multidisciplinaire, fera de l'art numérique un vecteur immédiat entre l'artiste et son public. Si le véhicule se modifie, et ce, à une vitesse fulgurante, le message que veut amener l'artiste à la communauté restera loyal à sa démarche. Le support vieillira, mais l'œuvre devra être en mesure de conserver sa raison d'être. S'ajoutent les technologies de diffusion qui offrent de multiples possibilités telles : dalles polyformes, rétroprojecteurs 3D, détecteurs de mouvements, capteurs sensoriels, la vidéo 360°, la modélisation 3D, les hologrammes, etc.

En reconnaissant la puissance du développement de l'univers numérique et de ses supports de diffusion, le plus grand questionnement sera la pérennité des œuvres. Comment faire pour conserver l'effet d'une œuvre, dans un cadre immersif, sur une longue durée ?

L'une des solutions, actuellement, est l'utilisation de l'imprimante 3D qui immortalisera l'œuvre. Il y aura nécessairement un besoin de documentation et d'archivage, mais il faudra s'assurer de conserver ces trésors artistiques qui seront diffusés.

Parallèlement, il devient prépondérant d'offrir une formation d'art numérique à la fois pour les artistes implantés qui voudront créer des ambiances d'expositions, mais aussi les jeunes dans les écoles postsecondaires qui se dirigent vers une carrière où le numérique correspond à leur génération.

Dans Lanaudière, l'art numérique, notamment en arts visuels, est peu présent. Selon toute vraisemblance, le manque d'équipements pour expérimenter l'art numérique est la principale raison. En effet, dans Lanaudière, aucun laboratoire expérimentant l'art numérique n'est présent. Il manque aussi plusieurs équipements qui supporteraient le travail des artistes.

Le projet Lanaudière, Art Actuel comprendra plusieurs zones permettant de répondre aux besoins des artistes. Ainsi globalement, il faudrait penser à mettre en place :

- A) Des laboratoires numériques
 - a. La réalité augmentée ;
 - b. La réalité virtuelle ;
 - c. L'intelligence artificielle ;
 - d. Etc.
- B) Des ateliers de production :
 - a. Moulage sérigraphique ;
 - b. Sérigraphie ;
 - c. Estampillage ;
 - d. Imprimante 3D de diverses tailles ;
 - e. Découpeuse laser ;
 - f. Fraiseuse mécanique ;
 - g. Des ateliers de construction ;

- h. Bois ;
- i. Métal ;
- j. Etc.

Ces zones de travail nécessiteront une formation selon les intentions de création des artistes. Ensuite, devront s'ajouter un studio audio (dont nous disposons actuellement l'équipement) ainsi qu'une zone dédiée à la photographie des œuvres.

En complétant le tout par un loft pouvant recevoir un artiste en résidence, le projet prendra une place majeure dans l'univers des arts visuels, soutenant une envolée pour les artistes voulant professionnaliser leur art.

Culture Lanaudière continuera à fournir les services d'accompagnement ainsi que la formation continue.

Ce qui semble évident c'est que cette mise en contexte justifie largement la mise en place d'un projet pensé, initié et réalisé pour les artistes lanaudois en arts visuels, mais aussi au bénéfice de toute la région par une meilleure intégration des arts en architecture et en environnement.

3.0 Localisation du projet

Déjà en novembre 2021, le conseil d'administration de Culture Lanaudière avait décidé que le projet Lanaudière, Art Actuel (LAA) se positionnerait à Joliette. Les arguments qui ont fait pencher la décision ont été :

- La proximité : Joliette se situe, géographiquement, au centre de la région de Lanaudière permettant une desserte équitable du nord et du sud. En effet, à environ une heure de route, tous les gens des municipalités de Lanaudière peuvent s'y rendre ;
- Les liens avec la relève : Joliette compte la présence d'une des constituantes du Cégep régional de Lanaudière, lieu d'enseignement supérieur qui offre la formation préuniversitaire en arts visuels ;
- La complémentarité culturelle : Joliette offre un pôle culturel avec son centre-ville et l'ensemble de ses services, la présence du Musée d'art de Joliette, le Centre culturel Desjardins, le patrimoine bâti du centre-ville et les événements culturels programmés annuellement.

Idéalement, trouver un site au cœur du centre-ville de Joliette s'avère l'option la plus intéressante, d'autant plus qu'il y a des possibilités d'y loger le projet LAA.

3.1 Le centre-ville de Joliette

Le centre-ville de Joliette a un caractère historique et patrimonial indéniable. Situé géographiquement dans un périmètre dynamique d'organisations culturelles, d'enseignement supérieur, de services gouvernementaux, de commerces, de services et de restauration, le centre-ville évolue selon une réglementation assujettie à un plan d'implantation et d'intégration architectural (PIIA) qui souhaite mettre en valeur deux éléments : le développement commercial et la protection patrimoniale ou du moins son harmonisation. On y compte aussi une proportion résidentielle, majoritairement d'habitations locatives, importante.

Quant à la population de la MRC de Joliette, elle compte 71 124 habitants, soit une augmentation de 6.9% par rapport à 2016. La densité de population est de 170.4 h/km², alors que dans l'agglomération même de Joliette (ce que l'on nomme le Grand Joliette) l'on compte 52 706 habitants pour une densité de 485 h/km².



Ce sont donc 75% des habitants de la MRC de Joliette qui habitent dans l'agglomération de Joliette. Au centre-ville de Joliette, l'électricité est fournie par Hydro-Joliette.

3.2 Les sites répertoriés

Au centre-ville de Joliette, deux bâtiments et un terrain sont présentement en vente. Il s'agit du **60-70, Place Bourget Sud, le 475 rue Notre-Dame et un terrain vacant localisé sur Place Bourget Nord**

Ces trois sites se démarquent par plusieurs éléments distinctifs. Au-delà de leur localisation donnant directement sur la Place Bourget, ils ont tous des forces et des faiblesses qui offrent des opportunités intéressantes, mais aussi quelques contraintes.

Le tableau qui suit permettra de comparer ces lieux quant à leur potentiel respectif.

3.3 L'analyse comparative des sites répertoriés

À la lecture de ce tableau, nous voyons que des trois sites présentés, l'un représente 50% de la taille des deux autres. La profondeur des terrains est relativement la même, mais la largeur des façades est très différente.



Dans le cas des deux édifices, ils ont tous deux trois étages.

Quant au terrain vacant, comme cela suppose une construction neuve, le règlement de zonage de la Ville de Joliette permet la construction d'une hauteur maximale de 44 pieds. En regard des deux autres bâtiments identifiés, la Ville de Joliette offre une subvention de rénovation de façade jusqu'à concurrence de 100 000 \$.

Notons que le terrain vacant était le lieu de l'ancien cinéma au centre-ville de Joliette.

Tableau comparatif des lieux explorés

		60-70 Place Bourget Sud	Terrain Place Bourget Nord	Édifice Battah
Superficie de terrain (p²)		11 965	10 166	6 697
	Façade	75	50	38
	Profondeur	159	176	181
Année de construction		1962		1 969
Évaluation totale		867 100,00 \$	n.d	285 700,00 \$
	Terrain	176 500,00 \$	182 0 00,00\$	165 200,00 \$
	Bâtiment	690 600,00 \$	- \$	120 500,00 \$
Coût annuel taxe municipale		18 043,00 \$	n.d.	5 946,00 \$
Coût de vente juillet 2022		2 199 000,00 \$	n.d	595 500,00 \$



L'Édifice 60-70 Place Bourget Sud

Sur la Place Bourget, nord ou sud, le règlement de zonage exige que le rez-de-chaussée soit commercial. Dans le cas du projet LAA, l'ensemble du concept est retenu dans la catégorie commerciale, et le cas échéant, nous pourrions mettre en vitrine quelques-unes des œuvres des artistes de la boutique en ligne [Le 4673.ca](http://Le4673.ca) au rez-de-chaussée.

Conséquemment, le projet est conforme aux usages permis au centre-ville de Joliette, quelle que soit l'option retenue. Là où les différences sont le plus marquées, c'est l'état des lieux de chacun des sites proposés.

En effet, ils ont des caractéristiques propres qui vont influencer à la fois la configuration des espaces à l'intérieur pour réunir l'ensemble des services souhaités ainsi que les coûts de rénovation ou de construction qui seront à prendre en compte lors du financement du projet.

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • La localisation géographique, face à la Place Bourget sud qui est la zone la plus dynamique sur le plan culturel ; • La proximité immédiate des restaurants ; • La qualité de la construction du bâtiment ; • Les espaces déjà disponibles pour y installer l'ensemble de nos sous-projets, incluant les services sanitaires par étage ; • Il compte un sous-sol de plus de 6 pieds, idéal pour l'installation des ateliers bois, métal, et entreposage ; • Ascenseur installé et fonctionnel ; • L'aménagement des locaux de Culture Lanaudière serait amoindri, car il y a plusieurs espaces de bureau au 3^e étage ; • Les infrastructures de restaurant sont déjà en place ; • La ruelle des artistes, qui longe le bâtiment, est déjà aménagée ; • Les terrasses sont aussi aménagées pour la belle saison ; • La Ville de Joliette offre une subvention pour la rénovation de façade jusqu'à concurrence de 100 000 \$. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le 2^e étage est déjà un local à aire ouverte donc pourrait loger la salle d'exposition dans la mesure où on veut diminuer les coûts ; • Néanmoins, le rez-de-chaussée serait beaucoup mieux pour la réussite du projet et doit être évalué ; • Il y a un peu moins de flexibilité dans l'aménagement intérieur des zones souhaitées par le LAA ; • Coût d'achat élevé à supporter en attendant l'aide financière.
Opportunités	Contraintes
<ul style="list-style-type: none"> • Considérant la qualité du bâtiment, qui devra être évaluée par une inspection officielle, les coûts de rénovation seraient probablement amoindris ; • La superficie par étage est d'environ 12 000 p², ce qui est très intéressant pour des développements futurs ; • La superficie du bâtiment est supérieure aux besoins, ce qui pourrait permettre une location partielle des espaces afin d'apporter un revenu. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le coût d'achat est une fois et demie (1½) sa valeur municipale (867 000 vs 2,1M\$) ; • Il y a déjà une offre d'achat en cours pour ce bâtiment ; • Le coût de rénovation du bâtiment et sa mise aux normes sont difficiles à chiffrer sans une analyse plus poussée ; • Le coût d'opération et d'entretien d'un bâtiment existant est plus important que celui d'un bâtiment neuf.



Le terrain Place
Bourget

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • La localisation géographique, face à la Place Bourget Nord ; • Un environnement comptant de la restauration dans un rayon relativement proche ; • Construction neuve, entièrement réfléchi en fonction des besoins immédiats, voire futurs ; • Possibilité de développement intégré à la zone nord de la Place Bourget pour insuffler un dynamisme complémentaire à la zone sud ; • Volonté de la Ville de Joliette de voir ce terrain construit ; • Un bâtiment neuf favorisera plus facilement les exigences du programme architectural que nous souhaitons. Le coût d'opération et d'entretien du bâtiment sera sans aucun doute moins élevé que ceux d'un bâtiment rénové. 	<p>Il y a d'autres intentions de projets sur ce terrain (marché public entre autres).</p> <p>La Ville soutient que le premier projet crédible présenté sera celui qui pourra avoir le terrain.</p>

Opportunités	Contraintes
<ul style="list-style-type: none"> Négociations possibles avec la Ville de Joliette quant à l'acquisition du terrain ; Négociations possibles pour acquérir une partie du stationnement à l'arrière du terrain vacant ; Capacité financière pour Culture Lanaudière d'acheter le terrain à court terme et ainsi garantir la localisation du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Le coût de construction sera plus élevé ; L'incertitude des coûts et délais de construction ; Dans l'éventualité où le projet ne se réalise pas, le terrain a une valeur de revente plus grande que celle de l'achat, considérant que la Ville veut le vendre au prix de l'évaluation municipale.



475 rue Notre-Dame
-Édifce Battah

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> La localisation géographique, à l'extrémité sud de la Place Bourget qui est la zone la plus dynamique sur le plan culturel ; La proximité immédiate des restaurants; Bâtiment ayant un passé patrimonial important pour Joliette. L'Édifce Battah était un joyau dans les années 60 et 70 ; La section avant, qui forme un genre de mini galerie est intéressante ; 	<ul style="list-style-type: none"> La qualité de la construction du bâtiment est moindre (laissé à l'abandon depuis plusieurs années) ; Il compte cinq (5) étages de forme « split » avec des hauteurs de plafond au maximum de 8 pieds ; Il compte un sous-sol de moins de 6 pieds; Ascenseur non fonctionnel ; Les bureaux de Culture Lanaudière ne pourraient y être localisés ; Superficie plus restreinte soit 6 800 p² de forme « split level » ;

<ul style="list-style-type: none"> La Ville de Joliette offre une subvention pour la rénovation de façade jusqu'à concurrence de 100 000 \$. 	<ul style="list-style-type: none"> En 2008, les coûts de recyclage du bâtiment étaient de 2 M\$.
Opportunités	Contraintes
<ul style="list-style-type: none"> Donner une nouvelle mission à un édifice qui a une valeur patrimoniale, bien que non reconnue ou citée. 	<ul style="list-style-type: none"> Le coût d'achat demandé est deux fois le prix de l'évaluation municipale (285 000 \$ vs 595 500 \$)

À la comparaison des trois propositions, l'option la plus intéressante est le terrain vacant, la seconde le 60-70 Place Bourget Sud et, considérant ses problématiques d'espace et de qualité, l'édifice Battah ne rencontre pas les objectifs visés.

3.4 La toponymie proposée

La mise en place d'un projet de cette envergure nécessite une réflexion quant à la toponymie qui lui siéra. Il y aura quelques propositions qui ont pour but d'alimenter la réflexion.

Le type de projet souhaité nécessite une forme de découpage dans la nomination des espaces. En effet, la salle d'exposition, le studio, le loft, etc. devront être nommés indépendamment, car ils visent des clientèles différentes, mais aussi des expériences différentes.

Nommer le projet

Si temporairement le projet a porté le nom de « Mammouth », il devenait nécessaire de lui donner un nom plus proche de nos intentions. Comme le concept n'est pas finalisé et que le projet en est à ses premiers pas dans l'aventure, deux éléments semblaient majeurs, l'identification de Lanaudière et l'identification de la thématique : l'art actuel.

À des fins seulement de circonscrire le projet dans une appellation en harmonie avec notre récent logo, une proposition est faite de manière à identifier le projet, tel qu'illustré. Son abréviation serait LAA.

L'idée d'y ajouter le nom Centre d'Art actuel Lanaudière, sera aussi à évaluer.



L'édifice

Il serait intéressant que l'édifice où sera logé le projet LAA possède son nom de référence. Ce n'est pas une pratique commune dans le centre-ville de Joliette, mais cela pourrait donner une notoriété additionnelle à la culture en choisissant un nom évocateur. À ce propos, le nom de **Georges-Émile Lapalme** vient assez rapidement.

En effet, originaire de Montréal, Georges-Émile Lapalme (1907-1985) fait ses études au Séminaire de Joliette, puis à l'Université de Montréal, en droit. Il est admis au barreau en 1929 et exerce sa profession à Joliette.

En 1945, il est élu député libéral à la Chambre des communes dans Joliette-L'Assomption-Montcalm. Il démissionne en 1950 pour être élu comme chef du Parti libéral du Québec; il occupe cette fonction jusqu'en 1958.

Candidat défait en 1952 comme député dans Joliette, il est élu dans la circonscription de Montréal-Outremont en 1953. Dans le gouvernement de Jean Lesage, il occupe diverses fonctions; vice-premier ministre de 1960 à 1964, procureur général de 1960 à 1963 et *premier titulaire au poste de ministre des Affaires culturelles de 1961 à 1964*.

Parmi ses réalisations, on compte la *création de l'Office de la langue française* et l'instauration des *relations France-Québec*. En 1966, il se retire de la politique; par la suite, il sera notamment président de la *Commission des biens culturels* de 1972 à 1978. Il publie ses mémoires en trois tomes, soit *Le bruit des choses réveillées* (1969), *Le vent de l'oubli* (1970) et *Le paradis du pouvoir* (1973).

René Lévesque, premier ministre du Québec de 1976 à 1985, dira de Lapalme qu'il mérite le titre de « *père de la Révolution tranquille* ».

Une démarche d'officialisation serait effectuée auprès de la Commission de la toponymie du Québec advenant la confirmation du financement du projet

Une plaque indiquant ses nombreuses réalisations dans le milieu culturel pourrait être mise en place et l'édifice, qui grouillera de création, de production et de diffusion culturelles, y représentera bien la résultante de la mise en place des Affaires culturelles de 1961.

La salle d'exposition

Cette salle doit devenir notoire auprès des différentes organisations gouvernementales et paragouvernementales. On se rappellera que l'objectif du projet est de professionnaliser les artistes en arts visuels, et pour la reconnaissance des pairs, il faut absolument que lesdits artistes aient passé par un diffuseur reconnu, lui-même par ses pairs.

Après réflexion sur un nom porteur d'avenir rattaché à la fois à l'art visuel et à l'intégration architecturale, l'artiste lanauchois qui correspond en tout point à ce contexte n'est nul autre que **Normand Forget**.

Décédé en 2015 à l'âge de 62 ans, cet artiste de Sainte-Julienne a réalisé ses premières œuvres en implantation et intégration architecturale en 1992 à l'école des Chutes à Rawdon, sa dernière fût celle installée au Centre hospitalier régional de Lanaudière à Saint-Charles-Borromée en 2014. En 22 années, il aura réalisé 29 œuvres dans le cadre de cette politique. Tout au long de sa carrière, il a participé à une douzaine d'expositions solo et 18 expositions de groupe.

Normand Forget a toujours porté une attention particulière à l'environnement. Deux œuvres en sont témoins, l'une intitulée « Tomber pile » et l'autre « Couleur d'origine » dressée sur le toit du pavillon de l'urgence du CHRDL.

Prenons « Couleur d'origine ». Il s'agit d'une œuvre de céramique, encre, aluminium et dispositif d'éclairage.

Il fut le premier au Québec, à utiliser une céramique ventilée qui résiste aux intempéries et améliore la qualité de l'air, pare qu'elle capte et décompose les oxydes de carbone. La performance annuelle de ce matériau équivaut à celle de 14 arbres matures à feuilles caduques. Préoccupé d'environnement et d'écologie, il s'est toujours intéressé à l'histoire, la mémoire, aux racines et aux traces laissées par nos prédécesseurs. L'autre exemple ultime, lors de ses funérailles, il demandait plutôt que des dons soient dirigés vers le Musée d'art de Joliette ou à Équiterre.

Une citation de Normand Forget est restée imprégnée : « Le temps n'est qu'une notion infinie de l'éphémère ».

Pour ces raisons, le nom de la salle d'exposition portant le nom de « **Salle Normand Forget** », dans la mesure où sa famille accepte, serait approprié et représentatif de l'art actuel dans Lanaudière.

Quant aux autres espaces, manifestement, les bureaux de Culture Lanaudière porteront l'enseigne de Culture Lanaudière. Restera alors à identifier :

- Le restaurant ;
- Le studio – Lanaudière compte plusieurs animateurs radio notoires ;
- Les laboratoires ;
- Les ateliers ;
- Le loft et le lounge privé ;
- Les salles de formation ;
- Les salles de conférences ;
- Etc.

La mise en place d'un comité pour la toponymie serait un atout additionnel de manière à bien définir les noms de ces espaces facilitant la communication et la diffusion des activités.

4.0 Le porteur du projet - Culture Lanaudière

L'organisme qui initie ce projet est Culture Lanaudière. Organisme sans but lucratif, Culture Lanaudière a été créé le 7 juin 1978 ayant, depuis toujours une mission de soutien, de promotion, de développement des arts et de la culture.

En 2014, Culture Lanaudière a été le premier organisme culturel, au Canada, à obtenir l'attestation de *Gouvernance Stratégique*®. Lors de la démarche menant à cette attestation, la mission de l'organisme a été réfléchi et est révisée annuellement. En 2021, la politique administrative #1, intitulée La mission, elle se lit comme suit :

A) Préambule

Créé par le ministère de la Culture et des Communications du Québec, Culture Lanaudière est le seul organisme régional indépendant à but non lucratif, mandaté exclusivement aux arts et à la culture. Culture Lanaudière rassemble toute personne ou organisation venant des milieux culturels et artistiques, intéressée à promouvoir la culture sous toutes ses formes.

B) Mission

Notre mission est d'appuyer le développement des arts et de la culture ainsi que la professionnalisation des artistes de la région de Lanaudière.

C) Objectifs

Participer à la définition, la reconnaissance, et la diffusion de la culture lanaudoise dans toute sa richesse et sa pluralité par le biais d'activités de concertation, d'analyse, de formation, de communication, de porteur et d'initiation de projets innovants.

En appuyant le développement culturel, notre mission est de soutenir la recherche, la production et la diffusion artistique dans toute sa diversité dans la région de Lanaudière.

Fort de sa mission, le conseil d'administration de Culture Lanaudière et sa direction générale partagent une vision entrepreneuriale ayant pour but d'aider les artistes professionnels et la relève, mais aussi en vue de soutenir les artistes en leur permettant des opportunités de développement et de rayonnement de leur art.

Le plus bel exemple est la boutique en ligne Le4673.ca. Créée en 2018, la Boutique visait à offrir une alternative à l'absence de galerie d'art physiquement installée dans la région de Lanaudière et rapprocher les artistes géographiquement éloignés des marchés.



Offrant des œuvres dans quatre (4) disciplines soit : les arts visuels, les métiers d'art, la littérature et la musique, Le4673.ca a connu, au fil des quatre dernières années, une expansion extraordinaire. Déjà lors de sa mise en place, les revenus de la boutique Le4673.ca visent à créer un fond de développement culturel dans la région. Ainsi, le pourcentage de 35% pour les œuvres 2D et 3D et de 15% pour les disques et les livres, sont comptabilisés en vue de créer ce fonds permanent. Conséquemment, la mise en place de la Boutique a été faite pour soutenir davantage le développement des arts et de la culture dans Lanaudière. L'initiative du projet LAA vise les mêmes objectifs de professionnalisation et de développement des artistes en art actuel.

4.1 Qui compose Culture Lanaudière?

Culture Lanaudière est géré par un **conseil d'administration** formé de dix (10) administrateurs. Quatre (4) d'entre eux sont issus de la communauté des artistes ou des travailleurs culturels, deux (2) sont issus d'organismes culturels, deux (2) sont issus du milieu municipal et un (1) est coopté. Finalement, la direction générale fait partie du conseil d'administration, sans droit de vote. Les neuf administrateurs élus mettent leur siège en ballottage, aux deux ans, ne peuvent être administrateurs plus de quatre (4) mandats d'affilée. Il y a donc un legs portant sur la vision, les projets et les projections déclenchées au fur et à mesure que Culture Lanaudière dispose de ressources appropriées.

Quant à l'équipe de travail, elle est composée de six (6) personnes à temps plein et une (1) personne contractuelle. On y retrouve :

- Une direction générale
- Une agente de développement et coordination à la formation
- Une agente de développement numérique
- Un agent Web
- Une agente de traitement de dossiers et de logistique
- Une agente des communications
- L'expert-comptable est contractuel à 2 jours par semaine.

Si la majorité des postes ressemble à tous les autres conseils régionaux de la culture, le poste d'agent Web, installé en 2018, est probablement l'apport le plus ingénieux qui apporte la flexibilité dans l'utilisation des outils numériques. Pour tous les autres postes, la compétence et le professionnalisme de chacun et chacune font la différence, d'autant plus que tous adhèrent à la vision entrepreneuriale menée par Culture Lanaudière.

4.2 Qu'offre Culture Lanaudière ?

Culture Lanaudière est un organisme de regroupement qui évolue dans le domaine des arts et de la culture. Ce large spectre est idéal pour développer une sensibilité en regard des besoins pour les artistes et les organismes culturels de la région. Nos ambitions, dans la mesure où nous disposons des ressources appropriées, s'inspirent des besoins, mais en utilisant la fibre entrepreneuriale pour faire en sorte que les initiatives amorcées connaissent la pérennité et soutiennent le milieu.

Outre le développement de projets, Culture Lanaudière offre quatre services majeurs :

- L'accompagnement des artistes ;
- L'accompagnement des organismes, municipalités, et travailleurs culturels, voire des politiques culturelles ;
- L'aide à la diffusion de la culture, entre autres par le biais des Grands Prix de la culture;
- La formation continue, de groupe, individuelle et en classe de maître.

Ces services directs permettent d'identifier les problématiques réelles sur le territoire. Ce sont des sources indéniables d'informations encore plus précises que toute étude par sondage.

À l'automne 2022, Culture Lanaudière tiendra sa 31^e édition des Grands Prix Desjardins de la Culture, gala qui met en valeur le talent des artistes, des organismes, mais aussi l'apport des partenaires de la culture. Depuis les 14 dernières années, plus de 300 000 \$ ont été remis en bourses aux lauréats. Dans les catégories disciplinaires, les artistes et organismes lauréats peuvent l'inscrire à leur CV et ainsi ajouter une reconnaissance des pairs, mot-clé tant recherché, notamment en raison de la Loi sur le Statut de l'artiste.

S'est ajouté, pour la 4^e année, le développement numérique. Il va sans dire que l'ère numérique a pris un essor majeur et jusqu'à présent c'est davantage dans les tâches administratives qu'on en voit l'utilisation. Il y a, bien sûr, les sites Internet, les réseaux sociaux, les correspondances mail et l'infonuagique. Culture Lanaudière souhaite maximiser l'apport numérique par le biais des travaux de son ADN (agent de développement numérique) qui réalise les diagnostics numériques. Mais en vue d'optimiser l'intervention numérique en culture, Culture Lanaudière souhaite, par le projet LAA, insérer l'art numérique dans la création, la production et la diffusion des œuvres d'art actuel. Il s'agira de laboratoires inusités au Québec.

Finalement, Culture Lanaudière a mené, en 2021, trois études soit : le profil socio-économique de la culture dans Lanaudière, la structuration de l'offre touristique culturelle ainsi que l'évaluation des besoins en matière de formation continue. Ces études ont été réalisées avec la participation de la communauté culturelle de la région, et deux d'entre elles ont menées à des études plus poussées soit : la suite en tourisme culturel par l'initiative de circuits lanaudois et une évaluation plus poussée de la contribution des arts et de la culture au développement économique de Lanaudière.

Les analyses ainsi que les conclusions des études menées et celles en cours permettent de bien comprendre le milieu, ses besoins ainsi que les énormes potentiels. Ce fut un autre argument pour retenir les problématiques vécues par les artistes en arts visuels, notamment pour soutenir leur professionnalisation.

4.3 Les partenaires de Culture Lanaudière

Culture Lanaudière a une notoriété palpable dans la région et sa réputation de saine gestion est établie. Depuis plus d'une quinzaine d'années, les partenaires qui ont minimalement travaillé une fois avec Culture Lanaudière sont tous demeurés fidèles. Culture Lanaudière peut compter sur la complicité des partenaires suivants :

- La Table régionale des Préfets de Lanaudière, les six MRC et la communauté Atikamekw de Manawan ;
- Le Cégep régional de Lanaudière et la constituante de Joliette ;
- Les deux Centres de services scolaires – Des Samares et Des affluents ;
- Les villes et municipalités de la région ;
- Tous les bureaux de comté de l'Assemblée nationale ;
- Le bureau de Gabriel Sainte-Marie, député fédéral, qui fait le lien avec ses collègues de la Chambre des Communes ;
- Desjardins – Services financiers Centre et nord de Lanaudière et Centre Sud ;
- La Caisse d'économie solidaire ;
- Le G14 – regroupement des organismes régionaux de Lanaudière ;
- Ainsi qu'une grande majorité d'organismes à territoire plus locaux.

Culture Lanaudière est donc, pour ses pairs, un organisme jugé crédible et organisé. Son caractère entrepreneurial, comme organisme de regroupement, lui confère une personnalité unique.

4.4 Les ressources de Culture Lanaudière et sa gouvernance

En termes de ressources, les membres du conseil d'administration constituent le rempart par excellence en ce qui concerne la vision et l'orientation souhaitées. Ce sont eux aussi qui autorisent la poursuite du projet et les investissements.

Ils ont toutefois, en novembre 2021, délégué un mandat de définition du projet et d'évaluation des engagements requis, au comité composé de deux administrateurs, Michel Arcand, architecte, pour ses connaissances et sa maîtrise de l'application de la politique du gouvernement provincial du 1% pour l'intégration des arts aux bâtiments, Chadi Ayoub, artiste professionnel, pour ses connaissances de la dynamique en art actuel ainsi que celle des diverses problématiques de l'écosystème culturel en région et finalement, la directrice générale, Andrée Saint-Georges, directrice générale de Culture Lanaudière, pour ses compétences de gestion, d'évaluation et de réalisation de plan de développement et de plan d'affaire.

En juin 2022, un troisième administrateur s'est joint à l'équipe de base, soit Mathieu Voghel-Robert, travailleur culturel et directeur des communications à la municipalité de Saint-Félix-de-Valois. Ses connaissances en matière de communication et de langage municipal sont précieuses puisque nous rechercherons l'appui du milieu municipal dans la réalisation du projet LAA.

En regard des ressources professionnelles, dans cette étape préliminaire, ce sont les ressources internes qui ont produit le document du projet. Les recherches et l'écriture ont été effectuées par la directrice générale, assistée pour la mise en page, la relecture et l'harmonisation globale des différentes sections, par l'équipe de Culture Lanaudière ou proche de l'interne, de même que les membres du comité.

Quant aux ressources financières, la bonne gestion des finances des dernières années fait en sorte que Culture Lanaudière dispose d'une marge de manœuvre qu'il peut utiliser pendant cette étape préparatoire. Conséquemment, en regard du coût total du projet, Culture Lanaudière dispose aussi des leviers pouvant contribuer à la réalisation du projet. Ce volet sera analysé de manière plus détaillée au chapitre de la faisabilité financière.

En regard des ressources matérielles, il n'y a aucun enjeu en ce sens, pour le moment.

5.0 Les volets de faisabilité

5.1 La faisabilité économique du projet

La faisabilité économique du projet repose sur la compréhension de l'environnement externe dans lequel le projet évoluera. Il s'agit, notamment, de sa capacité à s'installer dans une dynamique économique en complémentarité avec l'environnement actuel, tout en répondant aux besoins exprimés par la clientèle. En résumé, la faisabilité économique justifie la réalisation du projet en tant que tel.

5.1.1 La clientèle

Lanaudière, Art Actuel (LAA), est un projet qui veut devenir une réponse à trois problématiques, rejoignant, par le fait même, plusieurs types de clientèles.

- La clientèle des artistes en arts visuels, en leur offrant un lieu de professionnalisation reconnu ;
- La clientèle de la relève en arts visuels en offrant un lieu de formation aux artistes étudiants, autodidactes et autres ;
- La clientèle de masse intéressée par des expositions innovantes ainsi que par une observation de la création et la production d'œuvre d'art assistée par l'univers numérique.

Dans un premier temps, la localisation à Joliette, en plein centre-ville, positionne LAA dans un environnement très propice à l'attraction de la clientèle de masse. En effet, dans l'ensemble des scénarios de localisation, la proximité d'une diversité de commerces et restaurants favorise un achalandage immédiat, sans compter l'originalité des expositions prévues ainsi que des ateliers numériques de création et de production qui, à eux seuls, auront un pouvoir attractif. Ce positionnement se fera en tenant compte d'expositions satellites, destinées à desservir l'ensemble de la région.

Aussi, rejoindre la relève est un objectif en soi. La meilleure façon de les rejoindre est de passer par les écoles et, à Joliette, se trouve la constituante collégiale du Cégep de Joliette qui offre le programme pré universitaire en arts visuels. D'ailleurs le Cégep de Joliette possède une offre d'enseignement culturel varié en musique, en littérature et, bien sûr, en arts visuels.

Après une brève discussion avec le directeur général du Cégep de Joliette, monsieur Sylvain Riendeau, en 2022-2023, « il y a eu une nette croissance du nombre d'inscriptions au programme en arts visuels ». Selon lui, offrir des possibilités de créations numériques ainsi que des ateliers de production tels d'estampillage est un moyen génial de retenir ces jeunes artistes en région. Actuellement, comme c'est un programme pré universitaire, les étudiants possédant

leur DEC en arts visuels peuvent poursuivre au niveau universitaire, mais l'attraction d'un lieu moderne, innovant et accessible est une raison très valable d'un retour pour eux.

Il y a de grandes opportunités à réaliser avec le Cégep de Joliette, d'autant plus que la spécialisation que LAA veut offrir pourrait attirer nombres d'étudiants d'autres régions.

Finalement, en termes de clientèle, les artistes en arts visuels sont les plus importants à rejoindre. Culture Lanaudière possède déjà certains canaux de communication avec cette clientèle et, assurément, le bouche-à-oreille viendra compléter l'information. Il y a deux objectifs précis pour eux :

- a) La professionnalisation des artistes ;
- b) Leur donner accès à une démarche et un lieu d'échanges, de création et d'exposition reconnue.

Sur une période de cinq années, l'originalité du projet fera en sorte que les clientèles s'ajouteront au fur et à mesure où les expériences de création, de production, de diffusion ainsi que la commercialisation auprès du grand public seront connues.

Un projet de cette envergure, mis en place par un organisme sans but lucratif, vise essentiellement à se rentabiliser annuellement. Si les premières années peuvent apparaître plus ardues, la croissance de LAA ne peut être que positive.

5.1.2 La concurrence dans Lanaudière

En termes de concurrence, dans Lanaudière, nous avons déjà mentionné que seule la présence du Musée d'art de Joliette est inventoriée comme un lieu reconnu pour les artistes. Tous les autres lieux d'expositions dans la région, bien que très intéressants, ne sont pas reconnus comme professionnels. Cela signifie qu'un artiste y exposant ne pourra pas inscrire cette expérience dans son CV. Ainsi, nous retrouvons 12 institutions muséales dans Lanaudière :

- Le Musée d'art de Joliette ;
- Le Centre Diane Dufresne de Repentigny ;
- La Maison Rosalie-Cadron de Lavaltrie ;
- La Maison des contes et légendes de Lavaltrie ;
- La Maison Bélisle de Terrebonne ;
- Le site historique de l'Île des Moulins de Terrebonne ;
- Le Musée Gilles-Villeneuve de Berthierville ;
- La Chapelle des Cuthbert de Berthierville ;
- La Maison Sir Wilfrid-Laurier de Saint-Lin-Laurentides ;
- La Maison et jardins Antoine-Lacombe de Saint-Charles-Borromée ;
- La Maison Louis-Cyr de Saint-Jean-de-Matha ;
- La Maison du fléché Bélanger à Sainte-Marcelline.

- Localisé à proximité du centre-ville de Joliette, le **Musée d'art de Joliette** est le seul de la région à proposer des expositions contemporaines d'artistes de renommée internationale. Existant depuis plus de cinquante ans, il a été conçu par le père Wilfrid-Corbeil qui en a fait, à ses débuts, un musée d'art religieux. Aujourd'hui, Le Musée d'art de Joliette se distingue puisqu'il s'agit du seul musée d'art contemporain en-dehors des grands centres urbains tels Québec, Gatineau et Montréal.
- Le **Centre d'art Diane Dufresne** de Repentigny offre des expositions liées aux travaux de personnes ou groupes qui ont marqué la société québécoise. On y a vu des expositions très contemporaines, en couture, en métiers d'art et en musique. Les artistes invités sont parfois lanaudois, parfois en provenance d'ailleurs au Québec. Cette belle diversité rejoint la mission même de ce centre localisé en plein milieu du Quartier des spectacles de Repentigny.
- **La Chapelle des Cuthbert**, ainsi que le site historique de **L'Île-des-Moulins** et la **Maison Bélisle** proposent des lieux intérieur et extérieur de très haute qualité. Leur environnement naturel respectif offre des expériences diversifiées en termes d'expositions. Leur programmation est aussi très variable et rejoint les artistes lanaudois, principalement.

Les sept (7) autres lieux muséaux sont liés à un personnage historique, tel que l'indique leur appellation.

- **La Maison Rosalie-Cadron** est un centre d'interprétation situé à Lavaltrie. Cet organisme assure la préservation, la diffusion et l'interprétation de l'histoire incroyable de Rosalie Cadron-Jetté, ainsi que du mode de vie et des savoir-faire des habitants des campagnes au début du 19e siècle, en présentant des expositions, des ateliers et des événements sur ces sujets. Sa programmation est destinée aux gens intéressés par l'histoire et le patrimoine vivant en général, et ses visites sont adaptées aux groupes scolaires, touristes et gens de passage.

La bâtisse, construite en 1790, est la maison natale de Rosalie Cadron-Jetté, mère de famille et veuve, ayant fondé la communauté des Sœurs de Miséricorde vouée à l'aide aux filles-mères en 1848;

- **La Maison des contes et légendes de Lavaltrie** : À la fin du XIXe siècle, la Maison des contes et légendes de Lavaltrie était plutôt désignée sous l'appellation de Villa des érables. Cette magnifique demeure de style néo-victorien a d'abord été la résidence d'été de Lucien Benoit (1850-1936), sculpteur originaire de Lavaltrie qui a travaillé à l'ornementation de plusieurs églises notamment celle de Lavaltrie, et puis de ses descendants.

En 2003, la Ville de Lavaltrie décide de racheter le bâtiment. D'importantes rénovations ont lieu. Le Service des loisirs, de la culture et des relations à la communauté s'y installe en 2008. Puis, vient l'idée d'en faire un musée et un lieu de sauvegarde du patrimoine vivant et historique hors du commun. Le lancement officiel des travaux artistiques a lieu en mars 2009. Des dizaines d'artistes et artisans de la région mettent la main à la pâte.

La Maison des contes et légendes ouvre officiellement ses portes en septembre 2010, à l'occasion des Journées de la Culture. Aujourd'hui, elle est à la fois un musée, un lieu de rencontres et une petite salle de spectacles. Elle offre un voyage unique dans l'histoire de la région et dans l'univers des contes et légendes;

- **Le Musée Gilles-Villeneuve** a ouvert ses portes à Berthierville, là où a grandi le champion, en 1988. Un organisme à but non lucratif regroupant de nombreux bénévoles voit à sa bonne marche. Plus de 310 000 visiteurs ont franchi ses portes. Chaque année, ces visiteurs qui font halte à Berthierville proviennent d'une bonne trentaine de pays. Les amateurs de course automobile se souviennent de ce pilote qui a marqué l'imaginaire. La collection du Musée est impressionnante. Les pièces de cette prestigieuse collection sont nombreuses et proviennent des quatre coins du monde. De Berthierville à Maranello, en Italie, en passant par les plus légendaires circuits de course, Gilles Villeneuve a laissé une trace indélébile. Trophées, photos, casques, combinaisons, voitures de course, motoneiges, souvenirs de Grand Prix nous rappellent l'incroyable talent du Berthelais le plus connu au monde. En parcourant le musée, les visiteurs peuvent admirer les premières voitures de course de Gilles Villeneuve, ses motoneiges de compétition, sans oublier son imposant 4 X 4 qu'il utilisait lorsqu'il passait quelques jours de congé à Berthierville, loin du Grand Cirque de la F1!

S'ajoutent à ces centaines d'artefacts liés à Gilles Villeneuve et à ses exploits: des souvenirs de la carrière de son frère Jacques, plusieurs fois champions de motoneige et premier Canadien à avoir remporté une épreuve de la série Indy, et des souvenirs de celle de son fils Jacques, champion Indy en 1995 et champion du monde de la F1 en 1997;

- **Le lieu historique national du Canada de Sir-Wilfrid-Laurier** commémore le lieu de naissance de sir Wilfrid Laurier, ancien Premier ministre du Canada. Situé sur la 12^e avenue, à Saint-Lin-Laurentides, le lieu a beaucoup changé depuis l'enfance de Laurier et est aujourd'hui constitué d'une petite maison dans le style vernaculaire du Québec, en brique rouge, bâtie sur un lot paysager. Laurier est né à Saint-Lin-Laurentides en 1841, où il a élu domicile jusqu'en 1865. Cette propriété a été achetée par le grand-père de Laurier, au début du XIX^e siècle et elle est restée dans la famille jusqu'en 1865. La maison qui s'élève aujourd'hui à cet endroit a été construite en 1870. Le gouvernement fédéral a acheté les deux lots qui formaient jadis la propriété des Laurier en 1937-1938 et il a démoli tous les bâtiments présents, sauf la maison actuelle que l'on croyait alors avoir été habitée par Laurier. La maison a été installée au centre des deux lots qui ont été aménagés par l'architecte paysager Frederick G. Todd. L'ethnologue Marius Barbeau a pour sa part meublé les pièces de manière à refléter la tradition rurale québécoise. Avec cette tentative d'illustrer les humbles racines rurales de sir Wilfrid Laurier, Parcs Canada créa un de ses premiers lieux d'interprétation à caractère civil, qui demeure un exemple des méthodes de conservation du début du XX^e siècle.
- **La Maison et jardins Antoine-Lacombe** est une maison de style néoclassique située au 895 rue de la Visitation à Saint-Charles-Borromée au Québec (Canada). Elle a été construite pour le compte d'Antoine Lacombe, un cultivateur. Elle passe ensuite entre

les mains de plusieurs propriétaires. Elle a été classée comme immeuble patrimonial en 1968 et bénéficie d'une aire de protection depuis 1977. La municipalité de Saint-Charles-Borromée en fait l'acquisition en 1989 et l'administre depuis comme centre culturel. La présence de ses jardins est un magnifique complément;

- **La Maison Louis-Cyr**, connue initialement sous le nom de Musée Louis-Cyr, est située à Saint-Jean-de-Matha. Il s'agit d'une incursion dans la vie de l'homme le plus fort de tous les temps, dans une maison ancestrale qui fut réellement habitée par Louis Cyr et sa famille.

La Maison Louis-Cyr fait connaître tous les aspects de la vie de Louis Cyr, ses exploits et son époque et nous plonge dans cet univers où histoire et passion se côtoient.

Grâce à son exposition principale qui se décline en deux volets, vous serez en mesure de visiter la reconstitution de la maison de l'époque, ainsi que d'explorer son exposition contemporaine. Découvrez l'histoire fascinante de l'homme qui fut consacré le plus fort du monde à son époque et dont plusieurs des exploits n'ont pas encore été égalés même plus de 150 ans après sa naissance!

- **La Maison du fléché Bélanger** à Sainte-Marcelline est le seul centre patrimonial et touristique entièrement consacré au fléché et à ses composantes. En plus d'expositions, il offre des ateliers de transmission en fléché, filage et teinture naturelle. Pierre Bélanger (1942-1986), maître-artisan réputé de la ceinture fléchée traditionnelle et contemporaine, y a vécu et animé des ateliers.

Premier centre permanent d'exposition de la ceinture fléchée au Canada. On y compte une collection d'une trentaine de ceintures fléchées, confectionnées par Pierre-Bélanger, en plus de quelques autres réalisées au 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle.

Ce lieu offre des formations patrimoniales en technique du fléché, en filage de la laine au rouet et en teinture naturelle des laines. Fondée en 2015 par Madame Joanne Renaud directrice et conservatrice de la collection d'artefacts textiles, archéologiques et ethnologiques Bélanger-Renaud. De plus, le jardin Lydie Nencki offre aux visiteurs et aux élèves une collection de plantes tinctoriales exclusives.

Comme on peut le constater, Lanaudière compte sur plusieurs institutions muséales, ayant des missions différentes, mais aucune, mis à part le Musée d'art de Joliette n'est en mesure de permettre des expositions à titre de diffuseur reconnu et ni n'est en mesure d'exploiter le côté numérique intégré d'une exposition offrant une expérience où les plus nouvelles technologies seront à l'honneur. Ainsi, en plus d'expositions de type plus traditionnelles, LAA souhaite compléter le tableau par une approche Web 3.0 et cela en ajoutant les volets création et production.

Conséquemment, LAA s'inscrit dans le développement économique du milieu des arts de Lanaudière, en complémentarité, tout en venant supporter la dynamique culturelle du centre-ville de Joliette.

Les partenariats sont donc nombreux, d'autant plus que Culture Lanaudière, à travers ce projet, souhaite desservir des sites satellites sur l'ensemble du territoire de la région. Les liens avec les personnages marquants, des sites patrimoniaux de haute qualité et une histoire régionale

fabuleuse, Culture Lanaudière est assuré de créer, avec LAA, une nouvelle aire d'exposition complémentaire et harmonisée avec l'offre actuellement disponible dans Lanaudière.

5.2. La faisabilité technique

Pour déterminer la faisabilité technique de LAA, il faut tout d'abord évaluer les espaces requis. Pour ce faire, les superficies inventoriées sont exprimées selon la valeur idéale souhaitée. Cela comprend : la salle d'exposition, la résidence d'artiste, les ateliers, les laboratoires, le studio d'enregistrement et les locaux de Culture Lanaudière. On parle ici d'une superficie idéale de 25 000 p² lesquels incluent les murs, cloisons et circulations.

Selon les trois (3) bâtiments recensés :

- Le 60-70 Place Bourget Sud donne une superficie de 11 965p² en terrain. Si on enlève les espaces extérieurs, on peut voir environ 10 000 p² par étage. Comme il y a 4 étages, puisqu'il y a un sous-sol, le projet disposerait de 40 000 p² pour s'installer.
- Le terrain vacant a une superficie de 10 166 p², reprenant la même logique soit environ 10% en terrain extérieur, le projet disposerait de 9 000 p² par étage. Selon le zonage au centre-ville de Joliette, il est possible de construire jusqu'à quatre (4) étages. Conséquemment, les besoins exprimés, soit 25 000 p², seraient comblés. Comme il s'agira d'une construction neuve, toutes les options pourront être analysées en fonction des besoins. Nécessairement, une nouvelle construction faciliterait l'atteinte de tous les objectifs et critères permettant de créer un environnement idéal.
- Finalement, l'édifice Battah est plus petit. Ayant une superficie de terrain de 6 697 p², il resterait environ 6 000 p² par étage pour 3 ½ étages. On se rappellera que ce bâtiment est fait de demi-étages de proportion 1/3 vs 2/3 dont le sous-sol n'a pas six (6) pieds de hauteur. La superficie totale exploitable serait de 21 000 p², dont l'aménagement intérieur requerra un vaste espace libre entre les paliers à cause des escaliers qui y sont installés. Conséquemment, les bureaux de Culture Lanaudière ne pourront pas y être localisés, ni le restaurant. Il faudra réduire le nombre de salles de toilette. Ainsi, LAA pourrait tenir dans cet espace.

Les trois lieux présentés ci-haut offrent tous une possibilité de loger LAA. Néanmoins, l'analyse financière viendra définir laquelle de ces options sera la plus pertinente et opportune pour le projet. Une étude de faisabilité comparative enrichie d'évaluations de la qualité des deux bâtiments (inspections de la structure et des mécanismes) versus une construction neuve pourra faciliter la prise de décision.

Outre les espaces requis, la technologie est l'outil de première ligne dans ce projet. L'objectif étant de créer un lieu Web 3.0, il faut s'assurer de la bande passante ainsi que des réseaux nécessaires pour la circulation des projets sur le numérique. De la bande passante au stockage des projets, de la capacité de mémoire vive suffisamment performante pour tenir plus d'un

projet en même temps jusqu'aux installations numériques dans la salle d'exposition, les bureaux ainsi que les laboratoires et ateliers, il importe d'évaluer le besoin technologique et d'installer les équipements et infrastructures requis.

De plus, comme le bâtiment comptera des espaces ouverts au public, d'autres réservés aux artistes, et finalement des locaux privés, un système de sécurité numérique pourra conserver l'accès aux diverses salles par contrôle numérique.

Tout comme le serveur utilisé par Culture Lanaudière, la cyber sécurité sera nécessaire tant pour protéger des cyberattaques, mais aussi pour faciliter l'entreposage selon un système d'archivage numérique à développer. Les sauvegardes seront nécessaires, voire essentielles.

Quant aux laboratoires, un minimum devrait être installé.

On pense aux programmes suivants :

- La réalité virtuelle ;
- La réalité augmentée ;
- L'art génératif ;
- L'art interactif ;
- L'intelligence artificielle ;
- L'audio et balados.

Il s'agit de cinq (5) espaces numériques qui se côtoieront dans une aire pouvant être modulée selon les besoins. C'est pourquoi ces laboratoires doivent communiquer afin de favoriser l'interconnexion numérique, sonore, lumineuse, etc.

Pour réaliser ces laboratoires, l'équipement requis se compose d'ordinateurs à haute performance, de logiciels dont les mises à jour devront être rigoureuses, les imprimantes 2D et 3D, des haut-parleurs ainsi que des moniteurs (écrans) 2D et 3D.

La formation sera importante afin de maîtriser les logiciels et des ententes d'utilisation devront être mise en place afin de garantir le bon fonctionnement des outils numériques.

Quant aux ateliers, on parlera de l'estampillage, de moulage, de sérigraphique, de découpeuse laser, de fraiseuses mécaniques, etc. Ce type d'atelier au service des artistes n'existe pas dans Lanaudière. Certes, certains artistes sont bien outillés, mais ces ateliers sont pour usage personnel. S'ajouteront les ateliers de bois et de métal puisque les artistes créent les formes de leurs œuvres 3D avec bois et/ou métal. Les établis et outils étant disponibles, l'artiste peut se concentrer sur la création.

5.3. La faisabilité légale

Sur le plan légal, l'élément principal est le respect de la mission de Culture Lanaudière, ce qui a été démontré dans la première partie de ce document. Ainsi, il revient au conseil d'administration de Culture Lanaudière de décider de réaliser ou non le projet.

Il demeure que pour Culture Lanaudière, l'appui des organisations lanaudoises de diffusion et de création artistique de même que l'appui des élus est essentiel pour la réalisation du projet. Les démarches politiques s'étant révélées positives, les démarches auprès des organisations culturelles et autres seront entreprises dès l'acceptation des administrateurs de passer à l'étape suivante.

Le second point impératif au projet est la reconnaissance de Culture Lanaudière au titre de diffuseur par le département de l'intégration des œuvres d'art à l'architecture et à l'environnement du ministère de la Culture et des Communications.

Tel que défini préalablement, selon le gouvernement du Québec, un organisme de diffusion qui veut déposer une demande de reconnaissance doit fournir les documents suivants :

- a) Sa mission ou son mandat ;
- b) Sa vision artistique ;
- c) La liste de ses subventionnaires pour son fonctionnement ;
- d) Ses activités de diffusion au cours des trois dernières années ;
- e) Ses activités de diffusion pour la prochaine année ;
- f) Les conditions professionnelles offertes aux artistes.

En regard de la mission ou du mandat, les arguments exprimés jusqu'à présent règlent ce volet. Quant à la vision artistique, tout le travail se fera sous la directive d'un commissariat artistique qui pourra appuyer la direction artistique que prendra Culture Lanaudière, chemin faisant.

LAA deviendra donc un vecteur de diffusion en art actuel sur le territoire de Lanaudière. Les subventionnaires de LAA seront identifiés éventuellement, mais assurément, des partenariats seront développés afin de favoriser les expositions en lieux usités et inusités où les œuvres seront offertes.

Culture Lanaudière devra proposer une programmation sur trois années. Les premières expositions seront rendues possible dès le printemps 2023. Un comité d'experts et de pairs sera formé afin de respecter la rigueur de la démarche et ainsi débiter les premiers pas vers la reconnaissance de Culture Lanaudière au titre de diffuseur reconnu.

La démarche sera donc connue et devra répondre aux exigences qui permettront la professionnalisation des artistes et la reconnaissance de Culture Lanaudière.

5.4 La faisabilité environnementale

Même si le concept environnemental peut apparaître loin de la création artistique, mentionnons que dans la chaîne de création, production et diffusion des arts, un effet circulaire environnemental peut se définir soit par le bâtiment, soit par les œuvres en création, production ou diffusion ou encore par la commercialisation.

Voyons d'abord ce que ce projet peut contenir en termes de responsabilités environnementales :

- a) Une évaluation de ses fondations, de l'isolation, de la circulation de l'air, de l'ouverture ou non des fenêtres, la qualité du toit, si c'est un toit plat, favoriser les toits blancs, s'assurer du bon fonctionnement du système de ventilation, climatisation et chauffage. Parallèlement, le ministère de l'Environnement propose un programme en vue des changements climatiques qui s'applique à LAA pour une somme allant jusqu'à 400 000 \$.
- b) Quant aux œuvres, leur facture numérique a d'abord des impacts majeurs sur l'environnement. Néanmoins, pour les réaliser, dans la mesure où certaines œuvres devront être réellement sur place, il sera recommandé d'utiliser des matériaux recyclés, ou, dans l'impossible, de voir comment les retailles qui y sont inhérentes peuvent être réutilisées. Tout ne peut pas être à empreinte zéro, mais, en accord avec la philosophie de la grande majorité des artistes, l'allègement de l'empreinte est primordial.
- c) Quant à la diffusion, outre les actions devenues courantes pour minimiser les rassemblements tels l'absence de bouteilles d'eau en plastique, mise en place de poubelles, gestion du terrain, les expositions en lieux typiques et atypiques seront préoccupées aussi par un minimum d'impacts sur l'environnement. Des ententes peuvent être faites pour favoriser le "navettage" d'un lieu à l'autre ou encore pour mettre en valeur l'art et la nature.

Somme toute, la question environnementale et des changements climatiques est présente dans la réalisation de ce projet. Selon les options choisies, l'utilisation de l'énergie solaire ou encore la géothermie sera évaluée. La qualité de l'air et l'utilisation de l'eau feront partie prenante des modes d'utilisation des espaces selon leur vocation.

5.5 La faisabilité opérationnelle

Sur le plan des opérations, l'équipe actuelle de Culture Lanaudière ne suffira pas à combler les fonctions requises. Les fonctions de travail qui s'ajouteront à celles que l'on connaît déjà, sont majoritairement liées à l'informatique pour les infrastructures numériques nécessaires, les techniciens pour le soutien aux divers logiciels numériques, le commissariat d'œuvres d'art pour le choix des artistes et les installations, des techniciens pour le montage et démontage de la salle ainsi que l'entretien.

Manifestement, il faudra une direction artistique ainsi qu'une direction technique pour s'assurer du processus rigoureux de l'étude des dossiers, mais aussi de la bonne marche des expositions.

Toutes ces personnes professionnelles sont accessibles en région. Selon leur niveau de performance et de connaissances, les salaires seront à évaluer selon le nombre d'heures consacrées à LAA. Il en sera de même pour le commissaire, les techniciens montage et démontage, ainsi que les formateurs numériques.

Selon toute vraisemblance, un autre poste à temps plein devra être créé, soit un professionnel informatique responsable des serveurs, des bandes passantes, de l'archivage sur le Web et qui développera ses compétences dans l'utilisation des logiciels. Cette personne sera appuyée par notre agent Web actuel et notre agent ADN.

Pour les communications, nous avons déjà une agente et une adjointe en la personne responsable de la logistique et du traitement des dossiers. L'ajout des activités de LAA se fera simultanément avec la promotion des activités de Culture Lanaudière et de la boutique en ligne [Le 4673.ca](http://Le4673.ca). Le travail le plus difficile est de concevoir les signatures propres à chacun, mais comme la signature-maître de Culture Lanaudière est en place, l'harmonisation pourra en découler.

La direction générale devra compter sur une direction générale adjointe. En effet, bien que LAA sera un projet indépendant dans son processus, il n'en demeure pas moins dépendant dans la gestion courante tels l'administration, les prévisions financières, ainsi que tout le volet administratif et de gouvernance qui en découleront. Conséquemment, une direction générale adjointe et l'agente de développement pourront poursuivre les dossiers réguliers de Culture Lanaudière.

Sous la direction générale de Culture Lanaudière, le projet sera géré, indépendamment des tâches régulières de Culture Lanaudière, par une addition du personnel permanent composée de 2 personnes à temps plein (dans un premier temps), soit une direction artistique et une direction technique pour s'assurer une vision cohérente et stable et une voie artistique claire. LAA va collaborer avec plusieurs commissaires liés notamment aux activités de formation et résidences etc. Le tout doit reposer sur une vision à long terme qui respecte la mission de LAA.

L'étude des dossiers, les appels aux artistes, les formations, les résidences, sont fondamentalement indépendantes des dossiers gérés et développés par Culture Lanaudière. Ce qui signifie que les artistes membres de Culture Lanaudière ne seront pas systématiquement acceptés lors d'appel de dossiers.

Par ailleurs, comme la salle d'exposition sera ouverte au public, il faudra une personne à l'accueil, des personnes guides, et pour l'hiver, la gestion du vestiaire. Des horaires devront être établis en fonction des saisons et des clientèles visées, comme par exemple, les clientèles scolaires qui sont davantage de jour et sur semaine, versus la clientèle de masse disponible surtout de soir et en week-end.

Voici un tableau qui présente globalement la masse salariale pour les années où LAA serait en place, soit la période 2024-2025 à 2026-2027. Elle représenterait une somme de 552 000 \$ en 2024-2025 jusqu'à 667 920 \$ en 2026-2027.

Il faut mentionner qu'environ 50% de la charge salariale peut être absorbée par le budget de fonctionnement de Culture Lanaudière. Ainsi, la balance à aller chercher devra provenir de revenus récurrents.

**Proposition salariale des employés chez Culture Lanaudière
Pour le projet LAA en marche**

	2024-2025	2025-2026	2026-2027
Direction générale	85 000,00 \$	93 500,00 \$	102 850,00 \$
Direction générale adjointe	60 000,00 \$	66 000,00 \$	72 600,00 \$
Direction artistique	60 000,00 \$	66 000,00 \$	72 600,00 \$
Direction technique	45 000,00 \$	49 500,00 \$	54 450,00 \$
Direction technique informatique	65 000,00 \$	71 500,00 \$	78 650,00 \$
Agent de développement	56 000,00 \$	61 600,00 \$	67 760,00 \$
Agent ADN	56 000,00 \$	61 600,00 \$	67 760,00 \$
Agent WEB	56 000,00 \$	61 600,00 \$	67 760,00 \$
Commissaires	46 000,00 \$	50 600,00 \$	55 660,00 \$
Agente communications	56 000,00 \$	61 600,00 \$	67 760,00 \$
Agente traitement dossiers	42 000,00 \$	46 200,00 \$	50 820,00 \$
Réception	30 000,00 \$	33 000,00 \$	36 300,00 \$
	657 000,00 \$	722 700,00 \$	794 970,00 \$
Masse salariale absorbée par CL	351 000,00 \$	386 100,00 \$	424 710,00 \$
Financement additionnel	306 000,00 \$	336 600,00 \$	370 260,00 \$

Il restera des frais de vie courante à identifier tels les services publics, les taxes commerciales, etc. De plus, dans la mesure où un restaurant sera mis en place, il faudra choisir le type de restauration souhaitée à partir d'un plan d'affaire précis et prévoir les employés pour ce service. Est-ce que l'on privilégiera un type café ou un restaurant chic ? Un espace de jasette café brioches ? Un restaurant au menu du terroir ? Une spécialité ?

Si on prend l'exemple de la Société des arts technologiques (SAT) de Montréal, elle propose les deux types de restauration, soit un café au rez-de-chaussée et un restaurant chic, sur le toit, lequel a son jardin d'herbes fraîches. Selon la directrice générale de la SAT, les revenus de la restauration étaient la principale source de financement de leur organisation (hautement technologique) et celle-ci comptait au moins 300 employés. Alors l'idée de la restauration doit être évaluée. Certes, le centre-ville de Joliette n'est pas comparable à celui de Montréal. Néanmoins, ne pas l'entrevoir pour y dégager des revenus d'affaires serait une erreur.

Sur le plan de la gouvernance, le conseil d'administration de Culture Lanaudière sera celui de LAA. En appliquant les politiques administratives qui seront ajustées, les administrateurs pourront confier des mandats spécifiques notamment en regard des expositions programmées pour les trois prochaines années. Déjà un budget a été consenti en 2021-2022 pour la première année d'expositions dans les sites satellites.

6.0 Les avenues du financement

6.1 Définir les coûts

Définir la partie financière d'un projet de l'envergure de LAA va demander plusieurs évaluations rattachées à des modules spécifiques.

En premier lieu, sur une étude comparative de faisabilité, laquelle permettra de valider l'intégration du programme dans le bâtiment et la faisabilité technique et économique.

En regard du choix du lieu, il faudra compter notamment :

- a) Bien définir les objectifs primordiaux du programme à retenir ;
- b) Sur une inspection globale des deux bâtiments en place. Leur structure, la vérification de ventilation, chauffage, électricité, la qualité de la toiture, la capacité portante des planchers et du toit, etc. ;
- c) En ce qui concerne l'acquisition potentielle d'un bâtiment existant, cette inspection va permettre d'évaluer si l'édifice visé permet d'installer LAA dans sa totalité, partiellement, ou encore, s'il est trop grand ;
- d) Quant au terrain vacant, le prix est connu et comme il n'y a rien d'autre qu'un parc urbain asphalté, il n'y a pas d'autres vérifications à faire que de s'assurer qu'il n'y a aucune contamination.

Une fois le lieu choisi, il faudra voir à la conception du bâtiment et par le fait même, à la réalisation des plans, puis à sa construction. Préalablement aux coûts liés au bâtiment (neuf ou rénové), il faudra le travail d'architecture et d'ingénierie – et ne pas oublier l'intégration d'une œuvre d'art de même que l'utilisation des matériaux qui devront être écoresponsables autant que faire se peut. Tout comme pour une construction neuve ou existante, la façade principale devra avoir une « signature » propre à la culture et aux services desservis par le bâtiment.

L'identification des espaces intérieurs, les facilités de circulation, les montées-escalier et escalier mécanique incluant un monte-charge et un ascenseur--seront autant d'équipements nécessaires au fonctionnement de LAA. S'ajouteront les coûts d'infrastructures informatiques notamment les bandes passantes, les serveurs, le filage nécessaire et la sécurité des espaces qui ne sont pas nécessairement ouverts au public. Une approche de cybersécurité devra être mise en place au départ sur l'ensemble des réseaux mis en place.

La réalisation des plans, sous la supervision de l'architecte coordonnateur, nécessitera les services professionnels suivants pour la réalisation d'un appel d'offre, puis la surveillance de chantier des travaux de construction.

- a) Les plans architecturaux ;
- b) Les plans d'ingénieurs (structure, mécanique et électrique) ;
- c) Les plans d'infrastructures informatiques de bande passante.

La « coquille » sera donc définie. Il restera à évaluer les équipements et aménagements intérieurs. Ce sont les soumissions qui viendront compléter les coûts meubles. Elles porteront sur :

1. Les laboratoires qui nécessitent des ordinateurs, imprimantes, logiciels ;
2. Les ateliers bois et métal qui obligeront des outils et établis ;
3. Le loft à meubler pour la résidence d'artiste ;
4. Les espaces communs pour les artistes (lounge) ;
5. L'espace café et restauration ;
6. Les bureaux de Culture Lanaudière ;
7. Les salles de conférences hautement équipées numériquement ;
8. L'équipement informatique (serveurs) par zones ;
9. Le studio audio et le studio photo ;
10. La salle d'exposition ;
11. Le système d'accrochage ;
12. Les équipements de son et lumière ;
13. L'aménagement des couloirs et réception.

6.2 Les espaces physiques

De prime abord, l'identification des espaces nécessaires à la conception idéale du projet LAA totalise une superficie environnant les 25 000 p². Plusieurs options s'offrent à Culture Lanaudière pour mener à bien ce projet.

Le tableau qui suit en fait l'énumération :

Note : Il est à noter que le programme (tableau) des espaces requis a été élaboré en considérant uniquement un rez-de-chaussée. Il demeure que les locaux et services pourront être disposés sur plus d'un étage. En effet, le but premier de l'étude était d'établir la superficie totale requise.

<p style="text-align: center;">PROJET LAA</p> <p style="text-align: center;">HYPOTHÈSE 1- Rez-de-chaussée</p> <p style="text-align: center;">BÂTIMENT : Besoins selon visites antérieures à valider</p> <p style="text-align: center;">MAÎTRE DE L'OUVRAGE: CULTURE LANAUDIÈRE</p>				
DOSSIER: Nil	DATE:	2022-05-31		
LOCAUX	N	b	Superficie	SUPERFICIE CUMULÉE
			<i>m.2</i>	<i>m.2</i> <i>pi.2</i>

REZ-DE-CHAUSSÉE: Besoins bruts				
CENTRE DE DIFFUSION				
Hall principal / vestibule / Accueil	1	20	20	215
Lounge	1	40	40	430
Vestiaire pour le public	1	4	4	43
Vitrine (vente œuvres) [Boutique]	1	15	15	161
Salle d'exposition multifonctionnelle (UQAM 380 m.2)	1	300	300	3228
Café – Restauration	1	35	35	377
Café – entreposage	1	20	20	215
Café - salle à manger	1	80	80	861
Toilettes desservant un max. de 200 personnes : femmes	8	3	24	258
Toilettes desservant un max. de 200 personnes : hommes	4	2	8	86
Studio audio	1	20	20	215
Studio photos	1	20	20	215
LOCAUX DE SERVICES POUR LA SALLE D'EXPOSITION				
Loge	2	7	14	151
- Toilette	1	4	4	43
- Douche	1	4	4	43
Garage	1	30	30	323
Zone de réception des œuvres	1	30	30	323
Local "Dépôt des œuvres"	1	15	15	161
Espace de préparation des œuvres avec chariots	1	10	10	108
Espace technique pour la mise en place des œuvres	1	20	20	215

(Corridor derrière les murs d'affichage)				
Local technique / contrôle de l'éclairage	1	5	5	54
Espace échelles / escabeaux	1	2	2	22
Local de menuiserie, incluant un point d'eau	1	50	50	538
Local d'entreposage des matériaux	1	30	30	323
Espace d'entreposage des luminaires et équipements	1	25	25	269
Coin traiteur incluant un point d'eau	1	10	10	108
Local "privé" pour la location de la salle	1	15	15	161
SERVICES AUX ARTISTES				
Laboratoire	3	40	120	1291
Atelier spécialisé	2	40	80	861
Studio d'enregistrement	0	0	0	0
Salle polyvalente	2	18	36	387
Salle d'entreposage commune	1	15	15	161
Salle d'entreposage publique (Pour plusieurs artistes) [Casier]	1	10	10	108
Artiste en résidence	1	85	85	915
Toilette femmes	1	4	4	43
Toilette hommes	1	3	3	32
Toilette avec accès extérieur	1	4	4	43
Local technique	1	10	10	108
FORMATIONS				
Salle de formation polyvalente (classe)	2	45	90	968
Toilette femmes	2	4	8	86
Toilette hommes	1	3	3	32
Conciergerie	1	10	10	108
Local technique	1	15	15	161
BUREAUX CULTURE LANAUDIÈRE				
Réception	1	10	10	108
Vestiaire	1	2	2	22
Salle de conférence	1	40	40	430
Bureau de direction	1	25	25	269
Bureaux de travail	9	20	180	1937
Salle de préparation - vente d'œuvres d'art : Boutique	1	20	20	215

Dînette	1	40	40	430
Mécanographie (Papeterie - imprimantes)	1	7	7	75
Archives	1	30	30	323
Toilette (personnel)	1	5	5	54
LOCAUX TECHNIQUES				
Conciergerie (polisseuse)	1	15	15	161
Salle électrique	1	15	15	161
Serveurs	1	15	15	161
Divers	1	15	15	161

Sous-total cumulé: 1762 18959

REZ-DE-CHAUSSÉE: Besoins bruts			1762	18959
	1			
	5			
Circulation	%		264	2844
	1			
	8			
Murs et cloisons	%		317	3413
Superficie totale			2343	25216

% du sous-sol

SUPERFICIE TOTALE RETENUE (Locaux, circulation, murs et cloisons):		2 343	25 216
AIRE MINIMALE DE BÂTIMENT RETENUE (Superficie extrapolée pour chacun des niveaux):		2 343	25 216

Notons que cette évaluation est préliminaire. Elle sert cependant de repère pour identifier la corrélation entre les espaces et les coûts.

6.3 Les pistes identifiées

Voici la liste des programmes et aides financières que nous pouvons solliciter :

1) Fonds du Grand mouvement Desjardins

Ce programme est développé par Desjardins pour soutenir le développement régional et la relance socio-économique. Prévu jusqu'en 2024, ce programme accueille les projets qui partagent les priorités du milieu. Leur souhait est de soutenir les projets collectifs qui influencent positivement la vitalité des milieux par la mobilisation et l'implication des principaux acteurs de la communauté. La culture fait partie des domaines identifiés par Desjardins.

Selon les critères d'admissibilité, LAA est éligible, rencontrant l'ensemble des critères identifiés.

Quant à la sélection des projets, les membres des conseils d'administration et la direction générale représentant les caisses du territoire visé ont le mandat de prioriser les projets porteurs pour leur milieu.

L'aide financière maximale est de **500 000 \$ non récurrent**.

Le 24 mai 2022, les membres du comité du projet ont rencontré le directeur général de la Caisse de Joliette-nord de Lanaudière, monsieur Joël Landry. Selon lui le projet est porteur. Aussi, comme il y a deux groupes de caisses dans Lanaudière, faisant en sorte que celles-ci appuieraient pour 250 000 \$ chacune, le projet est recevable et très acceptable.

De plus, monsieur Landry a manifesté un intérêt pour que la Caisse de Joliette soit aussi un partenaire financier. Il faudra de plus vérifier avec la Caisse du sud de Lanaudière.

L'une des priorités qu'il a mentionnées est le soutien du milieu par des lettres d'appui.

2) Le soutien au rayonnement des régions pour Lanaudière

Avec le concours du ministère des Affaires municipales et de l'habitation, la Table des préfets gère ce programme qui vise à financer les projets de développement alignés sur les priorités régionales.

Est admissible, tout projet a un rayonnement régional pourvu qu'il ait des retombées dans le territoire de plus d'une MRC.

Dans la définition des priorités régionales, la Table des préfets de Lanaudière a reconnu les quatre (4) piliers du développement régional, dont la culture. Le libellé des priorités en culture se distingue comme suit :

CULTUREL Le développement d'une identité lanaudoise forte, identifié comme étant un chantier transversal pour la région, passe entre autres par la prise en compte de

la culture territoriale au sens large. Dans cette optique, les partenaires ont clairement identifié la volonté que le développement culturel fasse partie intégrante des piliers du développement durable dans Lanaudière. Ils identifient également l'élément suivant comme étant prioritaire :

10. Soutenir et bonifier les produits d'appels et événements culturels et touristiques comme outil de rayonnement régional.

En regard des dépenses admissibles, il est clairement indiqué : les coûts de construction, d'aménagement, de réalisation ou de mise en place d'un projet.

Le montant maximal est **750 000 \$** pour un projet d'une durée maximale de trois années. L'aide financière maximale est de 80% des dépenses admissibles.

Le 17 juin 2022, une rencontre a été tenue entre Dominique Masse et Andrée Saint-Georges. De prime abord, la réception a été favorable et madame Masse a demandé quelques documents pouvant aider à sa compréhension du projet. Les quelques tableaux préliminaires lui ont été déposés. Elle a proposé que cette demande d'aide financière soit déposée au printemps 2023, puisque madame Saint-Georges lui a parlé de l'intention de Culture Lanaudière de déposer une demande dans le même fonds pour soutenir le rayonnement de la Boutique en ligne le4673.ca. Le calendrier serait aussi plus approprié pour avoir un projet plus achevé.

3) Ministère de la Culture et des Communications

Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) dispose d'un projet intitulé « entente-ciblée ». La discipline de la muséologie est inscrite dans les objectifs visés par le MCC.

Les clientèles ciblées sont les OSBL qui souhaitent convenir d'une entente qui répond à l'une des fonctions culturelles suivantes :

- Sensibilisation des publics ;
- Formation ;
- Création ;
- Étude, recherche réalisée au profit des partenaires ;
- Production ;
- Diffusion ;
- Protection.

Les fonctions culturelles nommées précédemment sont toutes incluses dans le projet LAA.

Quant aux dépenses admissibles, elles rejoignent les honoraires professionnelles, les frais de fonctionnement, l'achat de matériel ou d'équipements et de promotion. L'aide maximale est de **50 000 \$** ou 75% du coût du projet.

Le 5 mai 2022, Andrée Saint-Georges a rencontré le MCC pour le suivi annuel. Elle en a touché un mot au directeur Dimitri Latulippe et à l'agente Marie Cousin.

4) Ministère du Tourisme (PARIT)

Ce programme a pour objectif de soutenir le développement et la consolidation d'une offre touristique régionale, évolutive et durable pour assurer la pérennité et la compétitivité de l'industrie touristique québécoise.

Le projet répond à deux objectifs particuliers soit :

- Renforcer le développement et la consolidation d'attraits touristiques qui présentent un effet structurant pour leur région, qui favorisent la rétention des Québécois ou qui motivent les déplacements ;
- Accroître la vitalité économique et sociale des communautés et des régions par le développement d'une offre touristique durable, originale et diversifiée.

Ouvert aux OSBL, le programme s'adresse aux projets de plus de 500 000 \$ et les projets admissibles sont, entre autres, la construction, reconstruction, adaptation et reconversion, acquisition d'équipement, déploiement d'une nouvelle expérience touristique. En regard des coûts admissibles, tous les coûts reliés aux projets sont admissibles. Cela inclut les coûts rattachés à l'intégration d'une œuvre d'art.

L'aide totale maximale est de 50% des coûts admissibles, ou 5 M \$.

5) Ministère du Patrimoine canadien

Dans les programmes de Patrimoine canadien, le plus intéressant pour le projet est « Fonds du Canada pour les espaces culturels ».

Ouvert aux OSBL et dépôt en continue, le programme est le plus généreux en termes de financement. Les critères d'admissibilité rejoignent une très large partie de notre projet :

- La construction ou la rénovation d'installations vouées aux arts ou au patrimoine, incluant les hubs créatifs ;
- L'acquisition d'équipements spécialisés ;
- La réalisation d'études de faisabilité pour la construction ou la rénovation d'installations vouées aux arts ou au patrimoine incluant les hubs créatifs.

Les promoteurs doivent prouver qu'ils sont propriétaires de l'édifice ou du terrain ou qu'ils possèdent un bail à long terme, minimum de 10 ans.

Pour un projet de construction, la somme peut être de 15 M\$ et moins ou 50% du coût du projet. Dans certaines exceptions, le pourcentage peut être augmenté à 75% du coût total du projet.

Dans le cas d'achat d'équipement, la somme est de 5 M \$ maximum ou de 50% du coût total du projet.

Il est possible de déposer une demande sur plus d'une année.

Le 14 mars, il y a eu une rencontre entre Gabriel Sainte-Marie et Andrée Saint-Georges. Il appui le projet et a mentionné de l'aviser lorsque nous voudrions déposer à Patrimoine canadien, ministère de Pablo Rodriguez.

6) Conseil des arts du Canada

Le Conseil des Arts du Canada propose un programme dans le Fonds d'innovation stratégique intitulé « Semer ».

Ce fond est une initiative prévue sur cinq (5) ans. Semer est un programme qui fournit les fonds de démarrage pour des activités d'innovation à petite échelle qui explorent et développent les capacités, les partenariats et les idées novatrices prometteuses.

Le montant de la subvention est de **25 000 \$** maximum.

7) Emprunt hypothécaire entreprise

Une simulation de la capacité d'emprunt de Culture Lanaudière a été faite. À partir du coût du loyer actuel qui se chiffre à 2 845 \$ (incluant les taxes) mensuellement, il est possible de lever une hypothèque de 500 000 \$ pour un coût mensuel pratiquement équivalent (2 371\$ mensuellement) sur une période de 25 ans.

Si nous ne comptons que l'achat du terrain vague, l'hypothèque serait de 114 000 \$ donc un coût de paiement variant de 550 \$ à 1 100 \$ selon que l'on choisit une durée de 10 ans ou encore de 25 ans.

En résumé, voici un aperçu des sommes qu'il serait possible d'aller chercher pour la mise en place du projet LAA :

COÛTS	2023-2024
Coût du projet estimé	6 500 000,00 \$
Coût honoraire estimé	650 000,00 \$
Coût d'aménagement	1 000 000,00 \$
Contingence 5%	407 500,00 \$
	<hr/>
	8 557 500,00 \$
FINANCEMENT POTENTIEL	
Emprunt hypothécaire	500 000,00 \$

Grand Mouvement Desjardins	500 000,00 \$
Caisses lanaudoises	500 000,00 \$
Table des préfets FRR	750 000,00 \$
Ministère Culture et Communications	50 000,00 \$
Conseil des Arts du Canada	25 000,00 \$
Part Patrimoine canadien	4 278 750,00 \$
Part Tourisme Québec	4 278 750,00 \$
	<hr/> <hr/> 10 882 500,00 \$

L'on peut ainsi noter que le potentiel de financement est supérieur au coût budgété et confirme la faisabilité du projet.

- a) D'autres avenues de financement sont possibles, notamment pour les revenus récurrents principalement. Voici les possibilités :
- b) L'office du tourisme de Joliette cherche un lieu au centre-ville pour un bureau d'information touristique ;
- c) Il y a un manque flagrant de salles de réunion au centre-ville. La proximité de bureaux d'affaires et du Palais de justice serait un marché à considérer ;
- d) Selon l'espace défini dans la section bureau, il serait possible d'avoir 1 voire 2 locaux à louer.
- e) Un café de style européen (sandwicherie) avec menu particulier ;
- f) Un restaurant haut de gamme pour faire découvrir les produits régionaux.

En fait, il importe de définir la stratégie de financement autonome en sus de celui que nous avons à Culture Lanaudière.

Conséquemment, il faut doubler le budget de fonctionnement pour être en mesure de disposer des effectifs requis pour faire fonctionner Lanaudière, Art Actuel (comme il fut démontré précédemment).

Nous évaluerons à environ 400 000 \$ annuellement en budget récurrent additionnel à combler. Ces analyses seront la deuxième étape de ce projet.

6.4 Les partenaires

Dans la phase conceptuelle du projet, plusieurs intervenants majeurs ont été rencontrés.

Outre le directeur général de la Caisse Desjardins Nord de Lanaudière, Gabriel Sainte-Marie député de Joliette à la Chambre des Communes et Dominique Masse directrice générale de la Table des Préfets de Lanaudière, plusieurs autres organisations connaissent le projet et l'ont reçu favorablement.

Le 23 février 2022, Andrée Saint-Georges a rencontré Pierre-Luc Bellerose, maire de la Ville de Joliette.

Premier élu directement concerné par le projet puisque la Ville de Joliette est convoitée pour localiser LAA, il s'est dit prêt à appuyer le projet tant pour le projet lui-même qu'à la MRC de Joliette.

Le 9 mars 2022, une rencontre s'est tenue avec Gino Latendresse, attaché politique de Véronique Hivon et Andrée Saint-Georges. Là aussi l'accueil a été favorable et ils sont prêts à nous aider pour le projet.

Le 2 juin 2022, Michel Arcand, Chadi Ayoub et Andrée Saint-Georges ont rencontré le caucus de la CAQ pour présenter le projet. L'accueil a été favorable et madame Véronik Talbot, du bureau de la députée Lise Lavallée, a effectué des recherches pour nous relativement aux inscriptions au Fichier des artistes dans le cadre de la Loi du 1%.

Le 29 juillet 2022, Michel Arcand, Chadi Ayoub et Andrée Saint-Georges ont rencontré le directeur du Musée d'art de Joliette Jean-François Bélisle, lequel s'est montré enthousiasme au projet, a offert sa collaboration et confirmé que même si le musée est un diffuseur reconnu, il n'est pas de sa mission de réaliser des expositions d'artistes « locaux ». Monsieur Bélisle a ainsi confirmé que le projet « Art actuel » n'entre aucunement en conflit avec les activités du musée et, qu'au contraire, il est complémentaire et bienvenu.

Cependant, pour la réalisation de ce projet, un vaste appui de la région sera nécessaire. Il convient donc de mentionner les partenaires suivants à qui nous demanderons une lettre d'appui :

- La Table des préfets ;
- Les six (6) MRC de Lanaudière ;
- Les 49 municipalités ;
- La Ville de Joliette ;
- La Société de développement du centre-ville de Joliette ;
- Les nouveaux élus provinciaux ;
- Les élus fédéraux ;
- Tourisme Lanaudière ;
- Musée d'art de Joliette ;
- Le Cégep régional de Lanaudière ;
- Le Cégep de Joliette ;
- Le centre d'artistes Rond-Point.

Aussi, nous devons convoquer une rencontre des artistes en arts visuels pour leur parler du projet et recevoir un appui de leur part. Une seconde rencontre avec Lanaudière Ma Muse, le réseau muséal de Lanaudière, devra aussi être tenue et un appui de leur part serait très pertinent.

7.0 Le résumé des objectifs

Pour résumer la prise de décision pour les administrateurs de Culture Lanaudière, voici le recensement schématique des objectifs visés :

- a) Pour Culture Lanaudière, devenir un diffuseur reconnu, par la réalisation d'un lieu d'exposition permettant la professionnalisation des artistes ;
- b) Par son offre de services de représentation au comité du 1% aux propriétaires publics et privés, éduquer les donneurs d'ouvrage et les accompagner ;
- c) Culture Lanaudière augmentera son offre de formation et d'accompagnement pour les artistes ;
- d) Il en sera de même pour l'accompagnement des organismes, municipalités et travailleurs culturels ;
- e) Favoriser la diffusion de la culture sur l'ensemble du territoire de Lanaudière ;
- f) Créer un lieu d'échange de création, de production et de diffusion pour les artistes ;
- g) Équiper d'outils, d'ateliers et de laboratoires accessible aux artistes ;
- h) Favoriser le développement numérique et l'art actuel ;
- i) Permettre à un plus grand nombre d'artistes d'être inscrits au Fichier des artistes;
- j) Permettre la professionnalisation de nos artistes et sa relève ;
- k) Augmenter les revenus des artistes ;
- l) Favoriser une augmentation significative de réalisation d'œuvres d'art dans Lanaudière;
- m) Obtenir un lieu de diffusion et de création incorporant les locaux administratifs de Culture Lanaudière ;
- n) Accroître directement l'économie régionale ;
- o) Faire de Lanaudière une région phare, reconnue pour le développement culturel et artistique.

8.0 Les recommandations

Cette section recueille l'ensemble des décisions qui devront être prises par le conseil d'administration.

On y a soutiré les éléments soumis aux discussions et décisions afin de poursuivre, ou non, le projet.

8.1 La reconnaissance au titre de diffuseur reconnu

Indépendamment de la réalisation de LAA, il est possible pour Culture Lanaudière d'entreprendre les démarches pour être diffuseur reconnu.

Pour ce faire, il faudra :

- Décider que Culture Lanaudière entreprend les démarches en vue d'être reconnu diffuseur en arts visuels auprès du département de la politique d'intégration du ministère de la Culture et des Communications.

À partir de ce moment, deux actions doivent être mises en place :

- Le comité recommande au conseil d'administration de mettre sur pied le comité de mise en place des expositions qui aura pour mandat de définir la mission et les processus d'acceptation des artistes retenus. Ce comité opérationnel serait chapeauté par Chadi Ayoub, qui y jouerait le rôle de directeur artistique. Lors de la prochaine rencontre du conseil d'administration, la liste, le mandat et le budget seront déposés pour adoption par les administrateurs. Il faut une programmation sur trois années pour solidifier le dossier auprès du Ministère.
- D'utiliser une somme de 25 000 \$ décidée l'an dernier pour les expositions mises en œuvre en 2022-2023.

8.2 La localisation du projet

En regard du lieu où serait localisé LAA, une première étape est nécessaire soit la réalisation d'une étude de programmation comparative des projets retenus. Dans la mesure où l'Édifice Battah ne semble pas le plus performant pour rencontrer nos objectifs, il faudrait décider :

- Soit, d'enclencher l'évaluation des deux bâtiments soit le 60-70 Place Bourget Sud et l'Édifice Battah, ou d'aviser la Ville de Joliette pour l'achat du terrain vacant localisé sur Place Bourget Nord.

Pour être en mesure de mieux connaître les coûts, plusieurs soumissions seront nécessaires :

- Celles portant sur les équipements ;
- Celles portant sur l'installation informatique ;
- Celles portant sur les plans et devis ;
- Etc.

Une fois que le choix de localisation est final, il sera possible de préciser les aires occupées et d'en définir les coûts de construction/rénovation et les frais récurrents. Les aires concernant les revenus autonomes pourront aussi être clarifiés, facilitant la rédaction du plan d'affaire inhérent au projet.

8.3 L'autorisation de dépôts de projets et signatures

Pour le Conseil d'administration, il serait pertinent que vous mandatiez la directrice générale d'**obtenir les soumissions** au cours de l'automne 2022.

Parallèlement, le Conseil d'administration devait mandater la directrice générale à **déposer les demandes de financement** envisagées selon un calendrier.

Acheminer les lettres de demande d'appui à l'ensemble des partenaires identifiés.

9.0 Bibliographie – ouvrages consultés

Bernard, Anaïs et Bernard Andrieu, Les arts immersifs comme émergence spatiale du sensible. CNRS Édition, 2015, 7 pages.

CRISP, Les arts numériques, ouvrage collectif. Cairn-Info, matière à réflexion, 2013, 84 pages.

Culture Lanaudière, Politiques administratives #1 – La Mission, 2021, 1 page.

Éditeur Officiel du Québec, Projet de Loi n° 35 (2022 chapitre 20) Loi visant à harmoniser et à moderniser les règles relatives au statut professionnel de l'artiste, Sanctionnée le 3 juin 2022, Assemblée nationale du Québec,

Gouvernement du Québec, Gazette officielle du Québec, Décret 955-96, 7 août 1996.

Gouvernement du Québec, Liste des lieux de diffusion, organismes et événements en arts actuels, en arts visuels et en métiers d'art, 2022, 14 pages

Gouvernement du Québec, Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics, Guide d'application, Québec, 2009

Granjon Émilie et Laurent Lamarche, Immersion et interaction dans les arts : de l'expérience virtuelle à la réalité virtuelle, Radio Spirale, 2011, 3 pages.

https://fr.wikipedia.org/wiki/arts_numériques

https://fr.wikipedia.org/wiki/Arts_visuels

<https://journalmetro.com/local/Outremont-mont-royal/2671393/quell-avenir-pour-lart-et-le-numerique>

<https://www.ledevoir.com>

<https://lapige.atmjonquiere.com/2022/02-26/lart-numerique-une-tendance-a-la-hausse>.

<https://leclaireur.fnac.com/61723/ces-grandes-tendances-tech-et-numeriques-a-suivre-en-2022/>

<https://maisonlouiscyr.com/>

<https://medium.com/tendancs-sur-la-xr-au-quebec/repenser-la-diffusion-les-experiences-immersives-de-phi-c/7640389b4b5>

<https://museegillesvilleneuve.com/>

<https://www.antoinelacombe.com/la-maison>

<https://www.bonjourquebec.com/fr-ca/fiche/quoi-faire/visites-et-patrimoine/musees-et-sites-historiques/maison-du-fleche-belanger-383826674>

<https://www.competenceculture.ca>

<https://www.desjardins.com/grand-mouvement/index.jsp>

<https://www.historicplaces.ca/fr/rep-reg/place-lieu.aspx?id=9215>

<https://www.ledevoir.com/culture/arts-visuels/601181/arts-visuels-l-exposition-immersive-comme-metaphore>.

<https://www.maisonrosaliecadron.org/>

<https://www.prefetslanaudiere.com/wp-content/uploads/2021/04/priorites-regionales.pdf>

<https://www.ville.lavaltrie.qc.ca/activites/maison-des-contes-et-legendes-de-lavaltrie>

La mobylette jaune, Expérience immersive artistique et œuvre digitale, Lyon, 2021, 7 pages

Lagacé Michel, L'art actuel, Journal le Mouton noir, 2011.

Ministère de la Culture et des Communications, Intégration des arts à l'architecture et à l'environnement, Bilan 2004-2007, Québec, 2008, 145 pages.

Ministère de la Culture et des Communications, Intégration des arts à l'architecture et à l'environnement, Bilan 2007-2010, Québec, 2011, 184 pages.

Ministère de la Culture et des Communications, Intégration des arts à l'architecture et à l'environnement, Bilan 2010-2013, Québec, 2016, 124 pages.

Ministère de la Culture et des Communications, Intégration des arts à l'architecture et à l'environnement, Bilan 2013-2016, Québec, 2018, 121 pages.

Ministère de la Culture et des Communications, Intégration des arts à l'architecture et à l'environnement, Bilan 2016-2019, Québec, 2020, 100 pages.

RAAV et François Delorme Consultation, Portrait de la situation socioéconomique des artistes en arts visuels du Québec, Février 2022, 42 pages.

Société de développement du centre-ville de Joliette, Guide d'implantation d'une entreprise au centre-ville de Joliette, 31 pages, année inconnue.

Société des Musées du Québec, Bonnes pratiques muséales, Innovation numériques et expériences de visites, 2019, 13 pages.

MERCI

Site Internet	www.culturelanaudiere.qc.ca
Téléphone	450-753-7444
Adresse	306 Rue Beaudry N, Joliette, QC J6E 6A6

FIN DE LA PROPOSITION

anaudière
art actuel

Culture
anaudière